UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01521229 3

HX
40
A53

Le Socialisme Révolutionnaire

CHARLES ALBERT
& JEAN DUCHÈNE

LE SOCIALISME RÉVOLUTIONNAIRE

SON TERRAIN
SON ACTION
ET SON BUT

ÉDITIONS DE LA GUERRE SOCIALE
PARIS — 8, RUE SAINT-JOSEPH, 8 — PARIS

HX
40
A53

L'heure approche : Il faut s'unir

Examinons nos consciences. — Revisons nos idées

Comme tous les autres pays, la France marche d'une allure, qui s'accélère chaque jour, vers un grand conflit social.

Chaque jour la lutte entre le Capital et le Travail s'aggrave et s'envenime un peu plus. Et chaque jour les exploités deviennent plus hardis à cette lutte.

Les violences mêmes, auxquelles ne craignent pas de recourir certaines catégories de travailleurs, montrent qu'une confiance plus grande dans la justice de leurs revendications anime aujourd'hui les déshérités.

Des mouvements de masses comme la grève des postiers et celle des cheminots, comme la révolte des vignerons du Midi et de la Champagne, comme les émeutes de la vie chère, sont, à ce titre, significatifs au plus haut point.

Bien qu'éphémères, et parfois viciés de mobiles

troubles, ces mouvements n'en constituent pas moins de précieux indices.

Instruits par quarante années de mensonge républicain, édifiés par les scandales qui fleurissent sans discontinuer sur un régime en décomposition, les prolétaires perdent enfin confiance dans les promesses des gouvernants.

Et le formidable appareil répressif, grâce auquel on les contient encore, les effraye de moins en moins.

La contradiction que porte en lui, comme un ver destructeur, le régime bourgeois — éducation démocratique d'une part, oppression économique de l'autre — commence à faire son œuvre.

Une âme nouvelle de désespoir et de révolte se forme obscurément dans les masses profondes du peuple.

Certains ne craignent pas de dire que la révolution est commencée. En tout cas, la période de fermentation, de malaise et d'inquiétude qui mène aux révolutions est ouverte.

Et de l'autre côté de la barricade on s'en rend compte.

La défense bourgeoise se fait de jour en jour plus clairvoyante, plus continue et plus active.

Nos maîtres, c'est visible, n'ont plus la sécurité d'autrefois. Ils ont senti le danger et s'organisent pour y faire face.

Ils y feront face de plusieurs manières. A des

périodes de violence et de répression brutale succéderont des jours d'apaisement. On ne résistera pas toujours aussi ouvertement à la poussée populaire. On flattera par quelque geste sans conséquence l'esprit démocratique.

Mais qu'on laisse se fortifier la revendication prolétarienne en lui permettant de s'exprimer, ou qu'on la surexcite en la comprimant, le résultat reste le même si on ne peut la satisfaire.

Or, la République bourgeoise ne veut ni ne peut remédier au sort de ceux qui souffrent.

Elle est devenue, elle restera la chargée d'affaires d'une classe de grands industriels et de hauts financiers dont les formidables appétits, loin d'être rassasiés, augmentent chaque jour.

* * *

Personne, certes, ne peut dire au juste quand ni comment éclatera le grand conflit. Mais tout le monde sent qu'il approche. Et comment ne serait-il pas inévitable, puisque deux forces nous y mènent implacablement : d'une part l'exaspération légitime des exploités, de l'autre l'égoïsme aveugle des exploiteurs !

Or, si nous ne voulons pas que cette bataille ne soit qu'un inutile massacre et n'aboutisse qu'à la consolidation de la puissance bourgeoise, si nous voulons, au contraire, que de cette lutte

sorte vraiment l'ordre nouveau qui seul peut mettre fin au gaspillage éhonté des forces et des énergies de notre race par une classe pourrie de jouissances et d'égoïsme, si nous voulons cela d'une volonté ferme, notre devoir à nous tous, socialistes révolutionnaires, c'est de porter dès à présent à son maximum d'intensité la propagande socialiste et l'éducation révolutionnaire.

Mais tandis qu'une circonstance fortuite peut déchaîner d'un moment à l'autre les plus graves événements et nous mettre en présence de l'*inévitable*, tandis qu'au plus profond des masses anonymes gronde et s'apprête la révolte, une terrible constatation s'impose à nous :

Du côté des militants de première ligne, du côté de ceux qui prétendent à guider vers les destinées qu'elles aperçoivent confusément les masses anonymes, c'est trop souvent la tiédeur, l'hésitation, la mollesse, l'absence de foi et de passion, c'est plus souvent encore le manque de direction nette, et de doctrine ferme.

Il semble qu'on ne sache pas où l'on va et qu'on ait peur de se le demander.

La grande transformation économique tant attendue reste, pour la plupart, l'aboutissement lointain d'une lente évolution, quand ce n'est pas une sorte de mythe symbolisant le triomphe d'une vague *Idée de Justice*.

On continue de parler de la révolution comme

si on ne devait jamais la voir, grondant et tonnant dans les rues de nos villes. On ne la regarde pas comme un fait qui doit vraiment venir. On ne l'envisage pas encore comme une entreprise analogue à toutes les autres entreprises et qu'il faut conduire comme toutes les autres.

Si l'on s'écarte un moment du poste de combat que l'on a choisi pour jeter un coup d'œil sur l'ensemble de la bataille, on aperçoit tout de suite qu'à côté de ce qu'il faudrait faire, ce que nous faisons, les uns et les autres, ressemble à peu près à un jeu d'enfants.

Nous nous usons à d'interminables escarmouches, nous nous attardons aux mille petits incidents que suscite l'habileté de nos ennemis. Nous nous dispersons à des propagandes secondaires et de détail, utiles, sans doute, mais dont le grave tort est de ne pas donner l'impression que ce qu'il faut poursuivre avant tout, d'un grand vouloir méthodique et passionné, c'est la transformation d'ensemble et radicale de la société bourgeoise.

* * *

De quelles forces organisées ou simplement éduquées et conscientes disposons-nous aujourd'hui pour cette transformation ?

Bien qu'il compte — surtout parmi ses militants obscurs — d'authentiques révolutionnaires,

le parti unifié, si on le considère dans son esprit, ses propagandes et ses tactiques, n'est pas révolutionnaire et il est à peine socialiste.

Presque uniquement occupé de questions électorales et de réformes, par cela même étroitement lié à la politique bourgeoise et prisonnier de cette politique, le parti unifié ne se préoccupe d'assurer le triomphe de la révolution ni en formant des caractères, ni en étudiant pratiquement les solutions de l'avenir.

Si son objectif théorique est bien la substitution d'une société socialiste à la société bourgeoise, son action de chaque jour ne vise guère qu'une lente pénétration de l'idéal socialiste à travers l'idéal bourgeois.

Quelle que soit, d'autre part, l'importance que l'on accorde à l'organisation syndicale — et disons tout de suite qu'on ne saurait exagérer cette importance — il est impossible de lui reconnaître le pouvoir de transformation sociale que certains n'hésitent pas à lui attribuer.

Fondé sur la défense d'intérêts professionnels d'ordre immédiat, le syndicat admet par cela même et nécessairement dans son sein des masses encore indécises et flottantes. Il est à la merci de courants d'opinions et de paniques que telles ou telles circonstances peuvent brusquement propager. Et quoique sa valeur éducative soit, à certains points de vue, très grande, il lui est

impossible, pour les mêmes raisons, d'assurer une éducation révolutionnaire et une éducation socialiste systématiques et complètes.

Quant aux révolutionnaires qui militent isolément, ici et là, sans autre lien que leur groupe d'affinité, les uns, les anarchistes, se confinent dans une interprétation si étroite de certains principes, qu'ils se trouvent éloignés par cela même de presque toutes les formes de l'action. Par peur d'enfreindre ces principes, leur activité se borne presque entière à la théorie et à la critique.

C'est dans les milieux anarchistes, surtout, que l'on éprouve, aujourd'hui, l'impression pénible de volontés et d'activités sans emploi.

Les autres, qui, sous le nom d'insurrectionnels, se sont groupés jusqu'ici autour du journal la *Guerre Sociale* et qui représentent assez bien l'ancien blanquisme, se bornent à peu près à une simple gymnastique révolutionnaire.

Certes, ils ont fait de leur mieux pour réveiller dans la masse un certain esprit de révolte et ils ont apporté, sur ce point, dans le mouvement, un souffle vraiment nouveau.

Ils ont su montrer, par l'exemple, qu'il ne fallait pas reculer devant l'action hardie et violente, chaque fois qu'il en était besoin. Mais ils se sont bornés à cette rééducation d'un certain courage. Et ce n'est pas suffisant. Ils n'ont rien fait.

eux non plus, pour mettre quelque chose d'un peu précis derrière l'éventualité, malgré tout angoissante, d'une complète refonte sociale.

∴

Les faiblesses et les insuffisances que nous venons de constater dans l'ensemble du mouvement, avec le malaise qui en résulte, ne sont pas sans avoir impressionné depuis quelque temps un assez grand nombre de camarades.

Et l'on a cherché les remèdes.

On s'est demandé si le moment ne serait pas venu d'unir en une solide organisation tous ceux qui veulent aller, d'une façon plus méthodique et plus énergique, à l'assaut des forteresses bourgeoises.

On a envisagé la constitution d'un parti plus socialiste et plus révolutionnaire que le parti unifié.

Certains, avec Hervé, se demandent aujourd'hui s'il ne suffirait pas, pour rendre à l'action révolutionnaire toute sa force, d'obtenir, entre les militants des diverses fractions, plus de bienveillance et de concorde et surtout une compréhension mutuelle plus large des tendances et des tactiques.

La première de ces deux tentatives a échoué.

La seconde ne semble pas vouée à un meilleur sort.

C'est qu'aucune des deux ne s'en est pris aux causes profondes du mal.

D'une part on a voulu grouper autour de vagues principes, et sans se donner la peine de rechercher l'union profonde et solide, des éléments en réalité très différents.

De l'autre on ne s'est pas demandé s'il n'y avait pas, sous les mésententes déplorées de tous, des divergences si profondes et si légitimes qu'on n'aboutirait à rien tant qu'on n'aurait pas procédé non pas à la réconciliation des hommes, mais à la fusion des doctrines.

Nous ne comprenons pas qu'on s'y soit trompé.

Pour nous, il n'est pas d'union, pas d'entente — donc pas de grandes conquêtes, ni de puissantes réalisations — avant qu'on ait procédé partout à un loyal et minutieux examen de conscience, à une véritable révision des idées et des croyances sur lesquelles se reposent depuis trop longtemps les révolutionnaires de toutes doctrines et de toutes tendances.

Avant même de s'organiser, pour pouvoir déjà se grouper, il faut d'abord s'entendre sur les points essentiels.

Certains semblent croire que plus on laissera dans l'ombre les questions pénibles et les cas difficiles, plus on sera fort pour marcher contre l'ennemi commun.

Rien n'est plus faux.

Il n'est pas d'action commune vigoureuse, pas d'enthousiasme ni d'élan, sans confiance mutuelle. Comment aurons-nous cette confiance les uns dans les autres s'il subsiste entre nous des doutes, des réticences et des équivoques ?

Si un excès et une continuité de critique paralysent fatalement l'action, une insuffisance de critique produit tout aussi fatalement le même résultat, puisqu'elle empêche de s'unir solidement ceux qui croient ne pas pouvoir aller ensemble et qui le pourraient, peut-être, s'ils voulaient, une fois pour toutes, en toute loyauté et sincérité, examiner leurs sujets de discorde.

En demandant à tous cet examen de conscience profond et loyal, cet arrêt pour mieux repartir, cette reprise de soi-même pour mieux se donner, nous savons que nous demandons là quelque chose d'extrêmement grave et d'extrêmement difficile.

Mais nous croyons aussi que la situation actuelle du socialisme révolutionnaire, en France, est assez grave, pour que tous s'imposent cet effort de volonté et cet effort de pensée.

Les principes et les bases du Socialisme Révolutionnaire

INFLUENCE DU MARXISME. — L'ERREUR ET L'IMPUISSANCE D'UN SOCIALISME PUREMENT ÉCONOMIQUE. — DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET DÉMOCRATIE SOCIALE. — NÉCESSITÉ D'UN RETOUR A L'IDÉALISME.

Nous avons parlé d'une révision d'idées profonde et complète. C'est donc jusqu'aux bases mêmes du socialisme que nous devons aller.

Le socialisme — ou plus exactement la doctrine socialiste aujourd'hui triomphante — se fonde presque uniquement sur des données économiques.

C'est à l'appui de cette thèse et pour la fortifier que fut imaginée l'interprétation matérialiste de l'histoire.

Les mouvements sociaux s'expliqueraient uniquement par des nécessités matérielles. Il y a bien toute une superstructure d'idées et de sentiments qui viennent aussi jouer leur rôle. Mais ils ne sont qu'un produit de la vie économique et se

recréent à nouveau chaque fois que changent les conditions de la vie économique.

Dans le but louable de donner à la nouvelle volonté d'émancipation la force invincible d'une loi de fer et la figure impressionnante du destin, on purgea avec soin le socialisme de tous les éléments simplement humains, que l'on jugeait trop fragiles et trop variables.

Le marxisme, on le sait, domine encore les partis socialistes. Et, sous une forme à peine renouvelée, le syndicalisme révolutionnaire s'en inspire très largement.

Pour démontrer la nécessité absolue et la facilité relative de l'expropriation des capitalistes par les travailleurs, le socialisme marxiste se base sur un certain nombre d'observations d'où il prétend tirer, à la manière des savants, de véritables lois :

1° Par leur transformation en actionnaires et obligataires, les possédants deviennent de plus en plus étrangers à la production, tandis que la classe des salariés fournit à la fois le travail manuel et le travail cérébral ou directeur. L'outillage n'appartient pas à ceux qui, au nom de leur capacité technique, doivent finalement le posséder.

Et cette contradiction doit fatalement aboutir à la révolution sociale.

2° Les employeurs deviennent incapables de maîtriser un outillage de plus en plus énorme, de

plus en plus dispendieux, les obligeant à produire quand même, par delà tous les besoins, au risque de l'engorgement des marchés et de leur propre ruine.

Et par là s'impose la nécessité d'une autre forme sociale.

3° En concentrant la richesse aux mains d'un tout petit nombre de capitalistes millionnaires, le développement de la grande industrie et du grand commerce exproprie chaque jour un certain nombre de petits fabricants et de petits boutiquiers, qui se trouvent de la sorte rejetés dans le prolétariat. Ainsi disparaît la classe moyenne pour laisser le champ libre au grand duel final entre une poignée de possédants et la masse des travailleurs.

Or, l'issue d'une lutte aussi favorablement préparée ne saurait être douteuse.

Une observation plus exacte et plus généralisée a définitivement établi que ces soi-disant lois n'ont ni la rigueur ni la certitude auxquelles elles prétendent.

1° Précisément à cause de sa complexité et de ses origines scientifiques, l'industrie moderne, loin de remettre la possession morale, c'est-à-dire la direction technique de l'outillage à la masse des prolétaires, l'attribue en réalité à un état-major que le capitalisme s'attache par trop

d'avantages pour qu'il se fasse l'allié du prolétariat dans sa lutte émancipatrice.

La vieille formule à deux pôles, capitalistes — travailleurs, n'est pas exacte. Entre ces deux classes en est une autre : ingénieurs et techniciens, directeurs d'usines et de banques, administrateurs et chefs de service. Par la culture, les intérêts, le goût des entreprises et des aventures, ceux-là sont des bourgeois. Et ceux-là sont vraiment les maitres de la situation, les petits salariés se trouvant réduits, par la forme même de l'industrie et du commerce modernes, au rôle de manœuvres irresponsables.

2° Comment nier l'importance des crises économiques ? Comment n'y pas voir la conséquence directe des imperfections foncières du capitalisme ? Ces engorgements du marché sont dus, pour une bonne part, en effet, à des nécessités que ne connaîtra pas la production socialiste. Et il est évident qu'ils sont, pour le régime actuel, de réels dangers. Peut-on cependant admettre que ces dangers soient bientôt assez graves pour conduire le régime à la faillite ? Maitriser l'outillage et régler la production — si l'on en juge par ce qui s'est fait jusqu'ici — ne constituent pas des difficultés insurmontables. Nos industriels semblent de taille à y faire face. Et il leur reste plus d'une ressource.

Jusqu'ici la guerre entre producteurs, la con-

currence, avait été, comme chacun sait, l'une des grandes lois du monde bourgeois. On ne s'occupait du voisin que pour l'abattre. Brusquement voilà que tout change. Des *trusts*, de grandes associations de réglementation et de solidarité s'établissent entre les principaux producteurs de chaque domaine. Presque sans transition, dès que ce fut jugé nécessaire, on est donc passé de l'état de guerre à l'état de paix.

A défaut d'autres exemples, et il n'en manque pas d'autres, ceci peut nous garantir que les grands chefs de l'industrie bourgeoise ne reculeront devant aucune innovation, ni devant aucun sacrifice, pour résoudre, à mesure qu'elles se produiront, les difficultés de leur système.

3° Enfin, on a beau torturer les statistiques, la classe moyenne ne veut pas mourir.

Si la *direction* des grandes entreprises se concentre, en effet, en un petit nombre de mains, la *propriété* de ces entreprises s'est divisée à l'infini. Le capital de ces entreprises s'est morcelé en actions de 500, de 300 et de 100 francs, accessibles aux petits épargnistes. D'après les calculs de M. Neymarck, plus de cinq millions de petites gens détiennent aujourd'hui les 104 milliards de valeurs mobilières qui forment la plus grande partie de la richesse de la France.

La petite épargne, chez nous, ne s'est jamais mieux portée.

Si le gros commerce et la grande industrie ont détruit de petites boutiques et de petits ateliers autrefois prospères, d'autres petits commerces, d'autres petites industries sont nés de la grande industrie elle-même.

Malgré les terribles charges qui l'accablent, le petit propriétaire paysan, lui non plus, ne songe pas à disparaître. Son amour du lopin de terre est resté le même. N'y a-t-il pas d'ailleurs des régions où la configuration et la nature même du sol imposent et maintiennent la petite culture, sœur de la petite propriété ?

Les fonctionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, ne forment-ils pas, dès que leur traitement s'élève, une classe imposante de petits bourgeois ?

Et ces techniciens dont nous parlions tout à l'heure, ces ingénieurs, ces chefs de service que la grande industrie crée aujourd'hui en si grand nombre ?

Un peu partout, mais en France plus qu'ailleurs, on ne saurait donc le nier, persiste une classe moyenne que le grand capitalisme, loin d'entamer et de dissoudre, suscite, maintient, encourage et dont il surexcite les appétits.

Aucune des fameuses lois marxistes n'est donc l'expression d'un processus économique général, continu et certain.

Les mouvements décrits par ces lois ne nous conduisent pas nécessairement au socialisme.

S'imaginer que la pure nécessité économique suffit à tout, c'est restreindre et fausser le fait socialiste réel, c'est négliger d'autres raisons, d'autres nécessités qui interviennent aussi et qui sont tout aussi fondamentales.

Par conséquent, c'est empêcher les forces totales du mouvement socialiste de prendre conscience d'elles-mêmes et par là de s'organiser.

Voilà la grande erreur et le principal dommage du marxisme.

Et quand ces lois seraient plus vraies qu'elles ne le sont encore, ne serait-il pas bon de présenter sans cesse le socialisme sous l'angle de la nécessité économique, car cette conception engendre, qu'on le veuille ou non, une sorte de fatalisme. Et tout fatalisme conduit à la résignation.

Nous ne voulons pas dire qu'il n'y ait pas dans l'ensemble de la vie économique moderne comme un courant qui nous entraine vers la révolution. Nous ne voulons pas dire qu'il ne s'en dégage pas toute une série d'indications et de conseils socialistes.

Il est incontestable, par exemple, que la grande industrie engendre naturellement la coalition ouvrière. Il est hors de doute que la révolte ouvrière naît en partie de ce que sous le régime de la production capitaliste, le salaire tend sans cesse à

descendre au-dessous du nécessaire. Hors de doute encore que les défectuosités flagrantes de l'ordre capitaliste ne nous invitent à d'autres solutions.

Mais ce serait une duperie lamentable que de se fier à ce courant, comme s'il devait nous porter tout seul et fatalement au but.

Il faut le dire et le crier très haut, parce que c'est une vérité fondamentale :

De quelque côté qu'on aborde le problème, la raison purement économique d'une révolution ouvrière n'existe pas.

*
* *

Le capitalisme, nous l'avons vu, ne nous conduit nécessairement ni à la révolution ni au socialisme.

Heureusement qu'une force aussi puissante que les forces économiques et marchant à son but d'une façon plus sûre, bien qu'elle ne se traduise ni en chiffres ni en formules, entre ici en jeu.

Qu'il s'agisse des individus ou des collectivités, à côté des lois et des nécessités de la vie physique, il y a les lois et les nécessités de la vie intellectuelle et morale.

Ce qui entraîne, avant tout, le monde, ce sont les croyances collectives et réfléchies qui se forment peu à peu, se confirment les unes par les

autres, et se transmettent de génération en génération, devenant à la longue des raisons d'agir si fortes, que rien ne leur résiste plus.

Raisons d'agir que les uns creusent, consolident et justifient sans cesse, que les autres acceptent telles quelles, sous l'empire du sentiment ou de la suggestion, mais qui entraînent avec une force égale les uns et les autres.

Depuis des siècles les hommes se sont assigné comme but l'indépendance et l'égalité. Et chaque jour ils distinguent un peu plus net, et proclament un peu plus haut cette fin de leurs efforts communs. Chaque jour ils assoient un peu plus solidement devant eux cet objectif.

L'idée que nous marchons vers une société égalitaire et libre et que travailler à sa réalisation constitue notre devoir le plus certain, cette idée est aujourd'hui si profondément enracinée dans les cerveaux et dans les âmes, que rien ne saurait plus prévaloir contre elle.

Cette croyance collective est la seule, aujourd'hui, capable de tenir en échec et de remplacer les religions défuntes.

Pourquoi n'avouerions-nous pas qu'elle est devenue elle-même comme une religion

Cette religion nouvelle, c'est — d'un mot qui ne doit perdre ni son sens, ni sa force, malgré l'abus qui en a été fait — la religion de la démocratie.

. . .

Or, dès qu'on envisage le socialisme, non plus dans telle ou telle de ses théories, de ses tendances ou de ses écoles, mais dans l'ensemble de ses aspects et de ses manifestations, dans la réalité de sa vie quotidienne, il faut bien convenir qu'il est avant tout la forme nouvelle, la forme actuelle et nécessaire de la vieille revendication des hommes vers l'indépendance, la justice et l'égalité.

Le jour où il fut démontré qu'il était impossible d'assurer cette indépendance et cette égalité sans transformer de fond en comble les bases économiques de la société, ce jour-là le socialisme fut fondé. A partir de ce jour-là tous les vrais républicains, tous les démocrates sincères, tous les révolutionnaires, tous les révoltés devenaient qu'ils le sachent ou non, des socialistes.

La nécessité historique du socialisme apparaît, de ce point de vue, avec une évidence lumineuse.

Tandis que les bourgeois peuvent satisfaire dans une large mesure le grand besoin moderne de liberté individuelle, parce qu'ils se sont assuré les bases matérielles de cette liberté, ceux qui restent pris à l'étau de la servitude économique éprouvent en permanence le douloureux contraste de ce qu'ils sont dans leurs idées, leurs senti-

ments, leurs aspirations et jusque dans les apparences politiques, avec ce qu'ils sont dans la réalité de chaque jour. De là, chez eux, le besoin de réaliser un mode de vie économique où ils puissent être enfin, eux aussi, égaux et libres. Et voilà la tendance, la volonté, l'espoir socialistes.

Mais la liberté que les bourgeois ont su réaliser pour eux implique justement l'asservissement du reste des hommes. Et ils demeurent sourds à toutes les revendications. Ils préfèrent l'indépendance dont ils jouissent dans leur propre solution sociale à celle que leur promet la solution socialiste.

Ils maintiennent farouchement ce que les autres veulent changer. Et voilà, sans chercher plus loin, toute la lutte des classes.

* * *

Sans doute le problème socialiste est un problème économique, puisqu'il s'agit de réaliser une forme nouvelle de la production et de la répartition des richesses. Le conflit qui divise la société moderne est un conflit d'ordre économique, puisqu'il met aux prises, d'une part, les victimes, de l'autre, les bénéficiaires d'une forme économique donnée : le capitalisme.

Mais n'oublions pas que les mobiles qui nous poussent à résoudre ce conflit par le socialisme

viennent, en grande partie, d'ailleurs : du domaine politique et moral.

C'est la soif d'indépendance, la passion d'égalité, l'ardent désir de justice qui sont dans les âmes et les cerveaux modernes, et que rien désormais n'en chassera, qui nous suggèrent le plus fortement et le plus directement cette solution.

La grande contradiction dont mourra le vieux monde n'est pas tant dans le mécanisme de la production bourgeoise. Elle est avant tout dans ce fait que les bourgeois — parce qu'ils ne purent faire autrement — ont ensemble dispensé au peuple une éducation démocratique et une servitude économique.

Si nous déclarons la bourgeoisie déchue du droit d'assurer la vie sociale, et si nous voulons lui arracher ce droit pour le remettre aux mains de la collectivité, ce n'est pas, comme certains s'obstinent à le dire, que la classe bourgeoise se soit montrée au-dessous de sa tâche, qu'elle marche fatalement à l'impuissance et à l'incapacité économique, c'est avant tout que la bourgeoisie ne peut pas remplir cette tâche, ne peut pas assumer cette mission sans réduire la masse des producteurs à une servitude honteuse, c'est-à-dire finalement sans porter la plus grave atteinte à ces droits imprescriptibles de l'individu qu'elle-même a solennellement proclamés.

Le prolétariat moderne se meut dans des cadres économiques déterminés. Mais il s'y meut avec les forces conscientes de la tradition et de l'éducation démocratiques.

Ne voyons-nous pas ces forces, à chaque instant, faire irruption dans les luttes économiques et venir les féconder?

Il est de mode aujourd'hui — et nous y reviendrons — d'attribuer à certains groupements de producteurs, à certaines situations et certains faits de la vie des producteurs, une vertu quasi-miraculeuse et une fécondité presque infinie. On parle du syndicat, de l'action ouvrière, de la grève, comme si tout le reste en découlait.

Et l'on oublie l'importance capitale du facteur idéologique dans toutes les grandes poussées socialistes de notre temps.

On cite l'Internationale et notre actuelle C. G. T. comme les seules organisations vraiment socialistes.

Mais croit-on que l'Internationale, fondée déjà sur l'action et la solidarité ouvrières, aurait laissé l'œuvre qu'elle a laissée si ses sections et ses groupes n'avaient pas été des centres de discussion et de pensée socialiste au sens le plus large du mot, et si ses membres, en même temps que des travailleurs associés pour la résistance au patronat, n'avaient pas été les plus ardents démocrates de leur temps?

Notre syndicalisme révolutionnaire existerait-il, enfin, si les anarchistes, ces démocrates exaspérés, ces hommes épris avant tout de liberté et de dignité humaines, n'étaient pas entrés dans les syndicats?

*
* *

N'ayons donc pas peur de restituer au socialisme cette base démocratique qui est, en fin de compte, sa base la plus large, la plus profonde et, malgré certaines apparences, la plus sûre.

Beaucoup professent aujourd'hui que le socialisme est exactement l'inverse de la démocratie. Beaucoup pensent que le socialisme ne peut même pas user de ce mot, parce que c'est derrière ce mot que les politiciens bourgeois abritent leur tyrannie, leurs brigandages et leurs violences.

Nous croyons, nous, que c'est, au contraire, une raison pour leur en disputer l'usage.

C'est en opposant à la fausse démocratie bourgeoise la vraie démocratie socialiste, c'est-à-dire le régime fondé sur la justice économique, que nous ruinerons le mieux dans l'esprit de la foule le dernier prestige de la classe ennemie.

Puisqu'il n'est pas possible d'anéantir cette notion, fruit d'une tradition si longue et à laquelle nous nous rattachons, nous autres socialistes, si étroitement, un seul moyen nous reste.

C'est de démontrer et de proclamer sans cesse

que cette notion est à nous maintenant, à nous seuls, et qu'on nous la vole quand on s'en sert.

Démontrons et proclamons sans cesse qu'il n'est pas de démocratie en dehors du socialisme et de la révolution.

La garde et la défense de l'idéal que l'humanité poursuit depuis tant de siècles sont entre les mains du prolétariat.

Toutes les autres classes se sont mises hors la justice, hors l'humanité, hors la loi. Le fait qu'elles détiennent encore la loi se présente comme un monstrueux renversement des choses.

Le prolétariat est devenu vraiment le siège et le cœur de la démocratie. Lui seul, aujourd'hui, réalise les vœux de l'humanité. Lui seul obéit à la conscience moderne.

C'est là pour le socialisme, si nous savons en faire usage, une force morale considérable.

Pourquoi donc y renoncerions-nous ?

*
* *

D'une façon générale et pour nous résumer, si le socialisme veut utiliser toutes les forces qui sont réellement siennes et dont il a besoin pour vaincre, s'il veut se connaître et se saisir enfin dans sa puissance totale, l'heure est venue pour lui de sortir du corset de fer où le marxisme l'a trop longtemps enserré.

Si cette filtration à travers le matérialisme historique lui a inculqué, en effet, une rigueur et une prudence qu'il ne connaissait pas, elle lui a laissé par contre une sécheresse, une pauvreté de sentiments et d'idées, un manque d'audace, qui amèneront bientôt, si nous n'y prenons garde, une véritable faillite révolutionnaire.

Sans cesser de suivre de très près les phénomènes économiques et de leur adapter nos tactiques et nos propagandes, sans céder de nouveau aux entraînements de l'utopie, l'heure est venue de recourir ouvertement aux grands mobiles de la tradition et de la volonté conscientes.

L'heure est venue de faire appel aux grandes forces d'idéalisme, de foi et d'enthousiasme qui depuis le commencement des sociétés entraînent et soulèvent les hommes.

L'heure est venue de nous constituer à nous-mêmes une forme nouvelle de caractère, qui sera l'âme socialiste et qui rayonnera à travers le monde sa chaleur communicative et son invincible attraction.

Par là seulement nous sortirons de l'ornière où nous sommes enlisés.

Par là seulement nous créerons la poussée d'ardente conviction et de passion révolutionnaire, qui seule peut venir à bout de la formidable puissance matérielle du monde bourgeois.

Le Socialisme Révolutionnaire et les Parlements bourgeois

Le parlementarisme comme tactique socialiste. — Il sépare l'élite de la masse militante. — Il distend et corrompt le groupement socialiste. — Un socialisme révolutionnaire intégral et extraparlementaire. — Ne confondons pas l'action électorale avec l'action politique.

Le premier point sur lequel nous ayons à prendre nettement parti, c'est cette question déjà si débattue : la conquête pacifique du pouvoir politique, ou plus exactement peut-être la collaboration du socialisme avec la politique bourgeoise.

Question de première importance, quoi qu'en disent certains, puisque sur ce point les tactiques viennent manifester leurs oppositions les plus radicales.

Parlementaire ou antiparlementaire, n'est-ce

pas, finalement, le meilleur indice de notre attitude de militant?

La plupart de ceux qui souhaiteraient aujourd'hui voir se constituer un parti vraiment socialiste et vraiment révolutionnaire sont nettement opposés à l'action parlementaire. Mais ils le sont de façon différente et à des degrés divers.

Ils ne le sont peut-être pas tous, non plus, pour les meilleures raisons.

Notre antiparlementarisme, en un mot, a besoin d'être revisé et précisé.

D'une critique touffue et confuse, il faut dégager les points de vue qui nous intéressent le plus directement et qui sont, par là, le plus capables d'attirer à nous les hésitants.

On a trop longtemps dirigé contre l'action parlementaire des critiques trop générales et trop vagues.

Sous couleur d'antiparlementarisme, on a fait, par exemple, le procès de toute délégation.

Or, nous savons bien qu'il n'y a pas de société possible, même communiste, sans certaines formes de délégation.

On a prêché la guerre aux urnes sous prétexte qu'un homme libre ne doit pas se donner de maîtres.

Or, ces maîtres, nous les avons tout de même, puisque d'autres nous les donnent.

Nous ne songeons, quant à nous, à reprendre aucune de ces déclamations vaines.

Il s'agit, pour nous, d'un problème tout à fait déterminé et précis.

Il s'agit de savoir si le socialisme révolutionnaire, étant donnée l'œuvre qu'il doit accomplir et les circonstances dans lesquelles il est tenu d'accomplir cette œuvre, peut utiliser, en vue de cette œuvre, les parlements bourgeois.

Ce que nous avons, nous autres, à discuter, ce n'est pas le parlementarisme dans sa généralité et son ensemble, comme forme de gouvernement. C'est le parlementarisme comme tactique socialiste.

*
* *

Le parlementarisme ne devait être, en effet, pour le socialisme qu'une tactique. Mais cette tactique est devenue le centre et l'âme du parti qui l'adopta de bonne foi. Et cette tactique comportait et allait développer en elle, des forces, des courants tellement décisifs que le parti tout entier allait être transformé par les besoins nouveaux de sa tactique.

Il allait se transformer, mais en tant que socialiste et révolutionnaire, il allait périr.

Et c'est ce phénomène saisissant de la destruction permanente d'une grande volonté révolu-

tionnaire par ses propres tactiques, c'est ce phénomène que les militants socialistes doivent examiner de près une bonne fois.

En principe, les bourgeois n'interdisent à personne la conquête du pouvoir. « Soyez majorité, disent-ils, et vous gouvernerez. »

L'Etat est le terrain commun entre les classes. Et puisqu'il ne s'agit que de compter les suffrages, il semble bien que la classe la plus nombreuse doit finalement accéder au pouvoir.

Ne suffit-il pas d'éclairer le prolétariat tout juste assez pour qu'il sache dorénavant ne voter que pour lui-même? Instruisons donc les suffrages ouvriers.

La révolution sociale fut ainsi conçue sous le point de vue de l'offre bourgeoise, elle fut conçue comme un développement de la société bourgeoise elle-même, par la légalité. Libre à vous de faire vos grandes réformes socialistes comme nous faisons nos petites réformes bourgeoises.

Le prolétariat se fit donc enseigner par ses ennemis ce qu'il devait faire. Jaurès ne conçoit pas les choses autrement. Il s'agit, avec lui, d'un bourgeois qui veut faire en bourgeois la révolution des prolétaires.

Les guesdistes, il est vrai, virent théoriquement les choses sous un autre angle. Mais avec de tout autres déclarations, ils firent exactement

de même, car rien ne ressemble plus à une vie parlementaire qu'une autre vie parlementaire. Les guesdistes virent un pouvoir politique tout constitué et se proposèrent de le saisir révolutionnairement. Mais jusqu'à ce que ce fût possible, ils se contentèrent, comme les autres, d'aller, un à un, l'attendre au Parlement.

Aujourd'hui, l'expérience est faite. Les socialistes y sont en nombre.

Nous sommes-nous, par là, rapprochés, si peu que ce soit, du socialisme et de la révolution? Parmi ceux qui observent les choses avec clairvoyance et bonne foi, qui oserait le soutenir?

Faut-il attendre que les élus du prolétariat soient plus nombreux encore?

Hélas!

On a l'impression très nette, au contraire, que le nombre des députés socialistes pourrait doubler, qu'il pourrait devenir demain majorité sans que rien fût changé — ou si peu — à l'actuel ordre des choses.

Non, rien ne changerait, parce que la très grande majorité des électeurs et des élus qui se disent et se croient peut-être socialistes et s'imaginent peut-être aussi travailler pour la révolution sociale, ne sont, en réalité, ni des socialistes, ni des révolutionnaires.

Rien ne changerait parce que ceux qui sont entrés dans les Parlements bourgeois, pour con-

quérir l'État bourgeois, ont été et sont chaque jour conquis par lui.

Sur un terrain de lutte qui est le sien, dont elle possède tous les secrets et toutes les ressources, la bourgeoisie a toutes facilités pour circonvenir, dévoyer, corrompre et finalement s'annexer les soi-disant représentants du prolétariat.

Là où vous envoyez des mandataires pour faire votre œuvre, la bourgeoisie trouve le moyen de faire la sienne, contre vous, à travers eux.

Nous allons voir comment.

*
* *

La force utilisable par le prolétariat, c'est sa masse combinée à un énergique esprit révolutionnaire qui saurait ne point se perdre et trouver au contraire une source intarissable et sans cesse plus abondante et plus systématiquement entretenue.

Et ces deux choses doivent être jointes : l'esprit révolutionnaire n'agira qu'en mouvant une masse ; la masse ne deviendra une force contre l'obstacle que réalisée et resserrée par un esprit révolutionnaire.

Quelques militants se donnent de toute leur âme à leur mission ; d'autres n'ont en quelque

sorte qu'une vie révolutionnaire intermittente. Les premiers sont comme l'âme permanente du groupe. Et c'est chez eux que doit être préservé l'esprit révolutionnaire, ou bien comment se soutiendra-t-il ailleurs où il est moins assidu et moins fixé?

Si la minorité d'élite s'éloigne, la masse militante est proprement désâmée, désorbitée, elle retombe sur elle-même, à l'inertie. Le devoir révolutionnaire primordial est donc de maintenir continue cette jonction. Un parti, dans le sens très large qu'on peut donner à ce mot, est avant tout l'organisation régulière de cette communion constante.

Or, en quoi consiste justement la tactique parlementaire?

Cette tactique consiste à séparer de la masse militante la minorité d'élite, pour la prêter à une foule amorphe qu'on appelle circonscription électorale. Elle l'arrache au milieu militant dont elle est l'âme et l'envoie en plein centre bourgeois.

Comptez combien de fautes sont commises là d'un seul coup.

Vous ne vous contentez pas d'éloigner de vous votre élite, vous l'investissez d'une fonction étrangère. Vous en faites l'âme politique d'un collège électoral mêlé et sans responsabilité socialiste. Et vous savez bien que ce n'est pas là une vaine fonction, un à-côté négligeable, mais que cette

fonction nouvelle, prépondérante, va de toute nécessité accaparer l'élu, le rendre prisonnier d'une foule de détails misérables.

Ce n'est pas tout. Vous faites d'emblée à votre élite une position sociale dominante, une situation éminemment bourgeoise.

Or, de quoi se composait le plus souvent cette élite militante? D'hommes qui avaient reçu de la bourgeoisie toute la culture humaine, mais qui n'en avaient pas la quiétude. D'hommes — cette jeunesse exaspérée dont parle quelque part Bakounine — qui, habitués par leur classe à vivre devant le plein horizon de l'humanité, se trouvaient réduits -- pour des raisons économiques ou des raisons morales — aux servitudes et aux tristesses de la vôtre; de ceux-là, par conséquent, qui semblaient destinés par l'histoire pour former dans leur âme, tendue entre ces douloureuses contradictions, la volonté farouche d'une révolution intégrale.

Ces hommes qu'il faudrait lier désespérés au prolétariat désespéré, vous leur ouvrez l'issue, vous les rendez à la bourgeoisie, vous les ramenez dans la région dangereuse du pouvoir bourgeois, là où la classe ennemie peut exercer le mieux sa force d'attraction, de séduction, de corruption.

Et cette influence de la classe ennemie, vous le savez bien, ne tarde pas à se produire. Elle se

produit de cent façons, avec des répercussions sans nombre.

A de rares exceptions près, l'élu socialiste n'est bientôt plus qu'un bourgeois avantagé et le parti un comité électoral.

La revendication socialiste devient une déclaration purement verbale.

*
* *

On peut suivre en quelque sorte pas à pas le travail qui s'opère nécessairement, au sein d'un parti socialiste, sous l'influence des préoccupations électorales.

Bien avant le scrutin, et par suite du grand nombre de suffrages à circonvenir, le parti commence déjà à entrer dans la confusion et à se distendre.

Notre militant élu, le voilà délégué d'une fraction de l'opinion qui déborde de toutes parts les limites de son propre parti et le voilà mêlé à toutes sortes d'inévitables combinaisons.

S'il veut garder le fief que d'autres lui disputent, le voilà donc obligé, même si c'est à contre-cœur, de sacrifier de plus en plus à l'opinion moyenne de ses électeurs et d'entrer de plus en plus dans les combinaisons d'intérêt électoral.

Dès maintenant, on peut le dire, il n'appartient plus que nominalement au socialisme.

Que sera-ce lorsqu'il aura vécu quelque temps de la vie parlementaire!

Mais le militant ainsi transformé revient de temps à autre dans son premier milieu et fatalement il le circonvient, en se servant de son nouveau prestige.

Quand ce ne serait qu'instinctivement, l'élu s'efforcera de consacrer et d'accentuer l'état d'esprit d'imprécision et de relâchement qui a présidé une première fois à son succès.

Les portes des comités s'ouvriront largement. Socialiste n'est plus qu'un titre, qu'une simple inscription confère. Le parti victorieux, mais avili, s'enfle démesurément. Tout un flot d'égoïsmes avides s'introduit et s'approche des centres d'influence.

Les ambitions hypocrites s'infiltrent ainsi dans le socialisme et enlèvent assez aisément au noyau primitif des militants sincères le gouvernement moral du mouvement. L'ancien corps des militants traverse à ce moment une crise d'incertitude et de découragement. Cependant, les appétits arrivent toujours plus nombreux à la curée et ils arrivent à point. L'élu en a besoin. Ces hommes nouveaux sacrifient sans scrupules tout le reste au succès électoral. Leur attitude achève d'entraîner l'élu sur une pente où il n'a que trop d'inclination et dès lors il n'hésite plus. Une

coalition tacite s'établit entre lui et le contingent des ambitieux.

De plus en plus désemparés, démoralisés, les premiers militants sincères ou bien se retirent dans l'inaction ou se laissent aller à l'esprit nouveau. Le parti n'est plus qu'un syndicat intermittent des appétits autour du privilège de la délégation parlementaire bourgeoise.

Telle est l'évolution nécessaire de tout socialisme parlementaire. Elle n'est pas uniforme. Certains groupes sont encore tout neufs et vibrants, tandis que d'autres ont déjà parcouru toute la série des régressions.

Lorsque certains faits particulièrement sensationnels, certaines grandes trahisons retentissantes, par exemple, viennent révéler brusquement l'état de déchéance et de démoralisation où l'on végète, il y a un brusque réveil des consciences, un sursaut de sincérité. On se rend compte de l'étendue du mal. Quelques-uns se ressaisissent et font de leur mieux pour enrayer. On essaye d'infuser de nouveau au parti un peu de vrai socialisme, un peu de véritable esprit révolutionnaire. On se dégage un peu des compromissions. On se rapproche des vrais principes et des saines tactiques. Mais cela ne dure pas. Cela ne saurait durer. La cause du mal est toujours là. Le mal ne tarde pas à reparaître et finalement les choses restent en l'état.

*
* *

En accordant à l'action parlementaire la première place — et qui oserait affirmer qu'il n'en est pas ainsi, qui oserait affirmer surtout qu'il puisse ne pas en être ainsi, dès qu'on admet en principe l'action parlementaire ? — le parti socialiste, nous l'avons montré, se frappe lui-même d'impuissance, glisse à d'inévitables déviations, s'offre à des corruptions fatales. Pour tout dire, en un mot, il laisse aller de lui, goutte à goutte, comme d'une plaie ouverte, le meilleur de son sang.

Tous les arguments qui peuvent être développés contre la tactique parlementaire, ne sont rien, selon nous, à côté de celui-là.

Pour nous, voilà le grand grief. Là est le dommage que nous ne saurions pardonner.

Afin de nous en rendre compte mieux encore, représentons-nous la tâche que nous avons à accomplir.

Les difficultés que rencontrait la bourgeoisie en mal d'émancipation semblent des jeux d'enfant à côté de celles qui se dressent devant nous.

La bourgeoisie était une puissance économique de fait : elle posait ses conditions au pouvoir politique; elle fournissait à la royauté une part de ses grands ministres et de ses grands admi-

nistrateurs. Elle recelait en elle une force intellectuelle dérivée de sa richesse et de son loisir. Elle avait accompli une révolution morale complète avant d'avoir commencé sa révolution de fait. Elle était maîtresse de l'opinion publique.

En face de cette bourgeoisie qui est restée maîtresse de l'opinion, qui constitue de fait le pouvoir politique tout entier et dont le pouvoir économique est devenu formidable, comment se présente le prolétariat ?

Comme un troupeau d'esclaves, comme une annexe de la machine.

Son rôle dans la vie économique est tout d'obéissance. Il ne participe à aucune initiative. Quand il s'élève à la force intellectuelle, presque toujours il abandonne sa classe pour venir fortifier la classe ennemie. Les grands organes qui font l'opinion étant aux mains du capitalisme, il est, de ce côté-là encore, lamentablement dénué.

Que lui reste-t-il donc pour s'affranchir ?

Sa force de masse et de nombre, à condition que cette masse et que ce nombre soient mûs par un énergique esprit révolutionnaire.

Et voilà pourquoi nous disons qu'il faut cultiver, élargir, intensifier cet esprit révolutionnaire, et qu'il faut avant tout le préserver de toutes les atteintes, de toutes les entraves et de toutes les pièges.

Et voilà pourquoi nous disons que toute tacti-

que dangereuse pour la conservation et l'élargissement de l'esprit révolutionnaire doit être impitoyablement repoussée.

Qu'on ne se méprenne donc pas sur le sens de notre antiparlementarisme, car il est là tout entier.

Si nous proscrivons l'action électorale, ce n'est pas par une peur enfantine de l'homme qui a mis ou mettra le pied dans une assemblée délibérante. C'est parce que cette forme de l'action nous parait incompatible avec le caractère et l'attitude du véritable socialiste révolutionnaire.

Notre antiparlementarisme n'est ni une superstition, ni un entêtement.

Il est le signe et le gage de notre pureté.

Il est le drapeau d'un socialisme régénéré et clairvoyant, d'un socialisme résolu à ne plus finasser avec la bourgeoisie, à ne plus pactiser et s'accommoder sans cesse, mais à se dresser dans l'intégrité et la netteté de ses revendications, d'un socialisme conçu non plus comme une doctrine patiente et bonne enfant, mais comme une ardente religion, comme une croisade sainte.

L'antiparlementarisme ainsi défini n'est plus une thèse secondaire, un point de vue accessoire. Il constitue vraiment le premier article du credo révolutionnaire. Il apparaît comme la clef de voûte de notre entente.

Et voilà pourquoi nous avons posé cette question avant toutes les autres.

Pour tous l'heure est venue de se prononcer sur ce point, très nettement, sans équivoque, ni réticences.

∴

Mais si nous ne voulons plus pour nous du parlementarisme, nous ne prétendons pas empêcher les autres de faire au parlement la maigre besogne qui s'y peut faire encore, lorsqu'ils ne peuvent pas en faire ailleurs une autre meilleure.

Il n'est ni possible, ni souhaitable de ruiner un certain socialisme parlementaire, ou plus exactement, un certain parlementarisme mi-bourgeois, mi-socialiste. Contentons-nous de lui prendre à mesure ses éléments les meilleurs.

On continuera dans les parlements bourgeois d'user du socialisme, soit qu'on essaye sincèrement d'en imprégner un peu, par voie de réforme, les institutions bourgeoises, soit qu'on cherche simplement à amortir le choc entre les bourgeois conservateurs et le prolétariat révolutionnaire.

Et nous ne serons pas toujours obligés de regarder les parlementaires socialistes comme des ennemis.

Nous sommes des aparlementaires plutôt que des antiparlementaires. Et nous ne devons être,

en aucun cas, des empêcheurs de voter systématiques.

L'abstentionnisme militant et farouche, l'obstruction électorale énervante et batailleuse nous paraissent être d'assez mauvaises tactiques.

De même qu'antiparlementaires en France nous sommes bien obligés d'être parlementaires ailleurs, en Russie par exemple et même en Allemagne, nous devons admettre que chez nous aussi, sur certains points, par suite d'un retard d'évolution ou de toute autre circonstance spéciale, la bataille électorale puisse présenter un intérêt. Et dans ce cas nous devons éviter de la troubler.

Sur d'autres points au contraire et pour des raisons opposées, nous agiterons sans faiblir, au même moment, notre conception du socialisme révolutionnaire.

Si nous nous présentons aujourd'hui en adversaires irréductibles des socialistes électoraux, c'est que ceux-ci se prétendent en même temps révolutionnaires et créent, par là, de redoutables équivoques, c'est qu'ils énervent et avilissent un mouvement qui a besoin d'une tension d'énergie, d'une élévation d'idéal, d'un élan de pénétration que rien ne doit affaiblir.

Quand la situation sera devenue plus nette, quand chacun sera à sa place et le reconnaîtra, rien n'empêchera que nous marchions ensemble

toutes les fois que les circonstances le permettront.

Qu'on nous comprenne donc bien, car sur ce point si épineux il importe de ne laisser vivre aucun malentendu.

Nous ne disons pas qu'une certaine action démocratique, à forme parlementaire, et qui peut avoir besoin d'emprunter le mot socialisme, ne puisse rendre quelques services.

Mais nous prétendons que ceci n'a presque rien à voir avec l'action spécifiquement socialiste et révolutionnaire.

Et nous prétendons surtout que remettre ces deux besognes de nature différente aux mêmes mains, c'est, d'une façon certaine, sacrifier la plus énergique et la plus urgente.

*
* *

On ne manquera pas de nous dire que par notre abstention nous allons compromettre des réformes nécessaires, affaiblir la défense républicaine, ouvrir la porte aux réactions à l'affût.

Pour que ce reproche fût mérité, il faudrait, contre toute évidence et contre tout bon sens, confondre l'action parlementaire et l'action politique. Nous ne renonçons pas à l'action politique parce que nous désertons l'action parlementaire.

Nous ne croyons pas beaucoup aux réformes

dont la plupart ne sont que soporifiques et trompe-l'œil. Ce n'est pas par voie de réformes qu'on substituera une société socialiste à une société capitaliste.

Il en est pourtant d'utiles : celles qui peuvent faciliter notre action révolutionnaire. Admettons même que toutes finalement concourent à ce résultat.

Croit-on donc qu'on obtiendra ces réformes plus aisément parce qu'il y aura sur les bancs de la Chambre *quelques vrais socialistes ?*

En matière de réformes, on ne nous donne, soyez-en sûrs, que ce qu'on ne peut plus nous refuser.

Les réformes s'obtiennent lorsque, par leur mécontentement et leur agitation, les intéressés savent faire comprendre qu'elles sont devenues nécessaires. Et quelle que soit, dès lors, la composition du parlement, le parlement ne peut pas ne pas les voter.

Ce serait donc une lamentable duperie que de sacrifier dans ce but notre devoir révolutionnaire qui est, pour nous garder purs, libres et ardents, de nous tenir éloignés des officines électorales.

Dira-t-on qu'en nous écartant de l'action parlementaire nous appauvrirons les cadres des partis de gauche, que sur la carte de ces partis la teinte rouge pâlira ?

Ce serait vrai si ceux qui, sous notre influence, déserteront l'action électorale se vouaient à l'inaction. Mais n'est-ce pas le contraire qui aura lieu ? Ne grouperons-nous pas, pour la lutte la plus âpre, la plus vivante, la plus hautement et ardemment démocratique, les éléments les plus actifs ?

Et ces éléments, là où nous les enlèverons, ne seront-ils pas remplacés par d'autres venant des groupes moins avancés ?

Il ne peut pas en être autrement.

En désertant le socialisme parlementaire, les éléments d'extrême gauche, éléments d'outrance et de scandale, vont y appeler ceux que leur présence en tenait éloignés.

La constitution d'un parti socialiste révolutionnaire non parlementaire déterminera fatalement l'évolution de la masse électorale vers la gauche.

Et par là nous influerons sur la politique bourgeoise sans nous y affaiblir.

Qu'on n'essaye donc pas de nous faire hésiter en agitant le spectre des régimes déchus.

C'est avec ces procédés qu'on use éternellement dans le même cercle l'énergie des hommes, et c'est ainsi qu'on les empêche d'aborder l'avenir.

Nous croyons nécessaire, nous aussi, que jusqu'à la révolution sociale, l'étiquette républicaine, si menteuse soit-elle, reste sur ce pays.

Mais, encore une fois, pour empêcher qu'on arrache cette étiquette et qu'on la remplace par une autre, avons-nous donc besoin d'être dans les parlements ?

Allons donc !

Si l'on redoute quelque coup de force réactionnaire, n'est-ce pas là une aventure qui se passe aussi dans la rue ? Et ne serions-nous pas dans la rue avant les autres, s'il fallait défendre, ne disons pas même la liberté, mais le simple fantôme de la liberté !

Le Socialisme Révolutionnaire et les Syndicats ouvriers

Le mouvement syndical et son importance. — Les malentendus. — Le domaine économique et le domaine politique. — Les syndicalistes révolutionnaires sont des socialistes. — Mais ils ne peuvent pas — et pourquoi — assumer la besogne totale du socialisme révolutionnaire. — Le rôle propre du syndicalisme.

Lorsque, voici quelque dix ans, le mouvement ouvrier et syndical prit l'essor qui devait le conduire où il en est aujourd'hui, ce fut dans le monde révolutionnaire un grand enthousiasme.

Le socialisme quittait enfin les régions froides de la théorie pour descendre dans la vie réelle. Pour la première fois, ce grand espoir des temps modernes allait prendre figure de réalité dans les faits et gestes quotidiens.

Groupés dans leurs unions professionnelles en

face du patronat et contre lui, ceux qui avaient à une transformation sociale le plus immédiat intérêt allaient s'entraîner méthodiquement à la conquête et à la préparation de l'ordre nouveau.

Par une leçon de choses journalière, ils allaient apprendre la lutte et la solidarité de classe.

Ils allaient former enfin des groupements qui, après avoir été des instruments de résistance à l'exploitation capitaliste, constitueraient tout naturellement certains organes fondamentaux de la société future.

Pour la première fois, on voyait entrer en lice, non plus des groupes d'opinion, éphémères et variables, mais les cadres mêmes des professions qui, dans la société transformée, auraient à assurer la vie nouvelle.

La classe ouvrière reprenait dans des proportions plus vastes et des conditions plus favorables l'œuvre ébauchée par l'Internationale.

Chacun vit là la promesse formelle du succès. Ce fut comme si on saisissait enfin, après trop de rêves et d'illusions, une matière solide et sûre.

Cet espoir est toujours aussi vivace, cette confiance est toujours aussi grande. Tous les vrais révolutionnaires voient encore dans les organisations syndicales ce qu'ils y voyaient au début. Tous estiment que le premier devoir de leur propagande est de dire au travailleur : « Syndique-toi ! »

* * *

Cependant, sur la place propre du mouvement syndical dans le grand mouvement socialiste et révolutionnaire, il est aujourd'hui des divergences.

Et il n'y a pas, sur ce point, que des divergences, mais des obscurités, des contradictions, des équivoques qui portent à l'action socialiste dans son ensemble le plus grave préjudice.

D'utiles sympathies, de précieux concours, à cause de cela, restent à l'écart.

Entre « intellectuels » et « manuels » s'ouvrent des controverses byzantines.

Un fâcheux état de défiance, un misérable esprit de boutique sépare à chaque instant des hommes qui, par le fond même de leurs sentiments et de leurs idées, sont pourtant si proches.

De semblables difficultés étaient peut-être inévitables. Mais elles ne peuvent ni ne doivent durer.

Essayons avant tout d'en bien pénétrer les causes.

* * *

Les organisations ouvrières durent d'abord se garder contre ceux — amis ou ennemis — qui allaient essayer de les absorber ou de les vaincre.

Elles eurent à se défendre contre les socialistes parlementaires qui voyaient en elles de précieux contingents électoraux. Elles durent se défendre contre l'État bourgeois qui mit tout en œuvre pour les domestiquer, les efféminer et les corrompre.

Et pour se défendre, elles n'avaient qu'un moyen : sauvegarder farouchement leur autonomie; repousser toute ingérence du dehors d'où qu'elle vînt; exalter et exagérer leur vertu propre, leur originalité et leur pouvoir.

Chacun comprit qu'il y avait là, pour le syndicalisme, une nécessité vitale et chacun encouragea la C. G. T. dans cette attitude. Il n'est pas un vrai révolutionnaire qui ne se fût alors effacé devant l'action ouvrière, dans le but d'accroître sa valeur morale et de consolider son prestige.

Une influence d'un autre ordre, essentiellement théorique celle-là, se fit sentir dans le même sens. Frappés par les « déviations du marxisme », un certain nombre d'intellectuels s'étaient mis en tête d'épurer la doctrine et de l'interpréter d'une façon plus conforme à son esprit. Comme il s'agissait pour eux de faire jouer à la lutte de classe le premier rôle, ils trouvèrent dans le syndicalisme naissant une justification de leur thèse. Faussant un peu plus le principe à moitié faux déjà du marxisme pur, ils professèrent

alors, contre toute évidence, qu'aucune idée ne pouvait se répandre dans le milieu ouvrier, si elle n'était pas une création de ce milieu lui-même. Ils propagèrent, en un mot, cet « ouvriérisme » d'après lequel il suffit que des travailleurs manuels soient assemblés et groupés pour que naisse parmi eux, comme par génération spontanée, l'esprit révolutionnaire.

Les leaders syndicalistes ne pouvaient pas ne pas être impressionnés par une semblable thèse.

Mais la situation du syndicalisme s'est aujourd'hui consolidée. L'autonomie des organisations ouvrières est acquise et il n'y a plus les mêmes raisons pour passer toutes ses fantaisies à l'enfant gâté de la Révolution. Il est assez robuste à présent pour entendre quelques critiques.

On a eu d'autre part le temps de comprendre tout ce que contenait d'exagération, d'erreur, de fantaisie doctrinaire, le néo-marxisme.

Le syndicalisme, cependant, n'a pourtant pas modifié son point de vue. Au contraire. La fameuse formule : « Le syndicalisme se suffit à lui-même », formule acceptable, est devenue pour nombre de militants : « Le syndicat suffit à tout ».

* * *

Peut-on soutenir que le socialiste révolutionnaire ait fait tout son devoir quand il a fait son

devoir de syndiqué révolutionnaire, — ou, en d'autres termes, qu'il puisse se désintéresser de l'action politique, au sens le plus élevé et le plus large de ce mot ?

Peut-on soutenir d'abord, que le syndicalisme révolutionnaire soit lui-même indépendant de toute préoccupation et de toute influence d'ordre politique ?

Entre ce qu'on appelle le domaine économique et le domaine politique il ne saurait y avoir, d'une façon générale, de cloison étanche. Toute uns série de correspondances, de répercussions et d'influences s'établissent au contraire entre ces deux régions de la vie sociale. Une continuelle transmutation de forces et d'énergies s'opère de l'une à l'autre.

Si dans les groupements d'intérêts économiques dressés en lutte quotidienne contre le patronat, la révolte prolétarienne doit incontestablement s'éduquer et s'organiser, c'est, par contre, du dehors, le plus souvent, et du domaine politique, que part le souffle de révolte. Il est rare que le travailleur éprouve dans sa vie de producteur un désir de libération, s'il ne lui a pas été suggéré d'abord dans sa vie civique.

L'esprit de révolte ne naît pas souvent dans l'atelier.

C'est d'un idéal d'égalité et d'indépendance humaine bien antérieur aux revendications fon-

dées sur le seul intérêt matériel que procède d'ordinaire l'élan révolutionnaire.

Est-il besoin de rappeler une fois de plus l'influence décisive exercée sur le syndicalisme français par l'action et l'esprit anarchistes ?

Est-il besoin de faire remarquer une fois de plus que si, chez nous, à la différence des autres pays, le syndicalisme s'est tout de suite orienté vers la révolution, c'est qu'une tradition révolutionnaire ininterrompue fut toujours vivace parmi les ouvriers français ?

Ne voyons-nous pas chaque jour les militants syndicalistes eux-mêmes accorder une bonne part de leur effort à ce que nous sommes en droit d'appeler une agitation démocratique ?

Ne les voyons-nous pas chercher à éveiller dans les masses le sens de la dignité humaine, surexciter l'esprit de liberté et d'égalité, faire appel en un mot à tous les sentiments capables de faire naître dans le cœur des opprimés la flamme révolutionnaire ?

Ne les entendons-nous pas, eux aussi, faire appel à des mobiles qui n'ont rien à voir avec l'intérêt matériel, mettre en branle les grandes idées générales, les croyances collectives et traditionnelles qui, depuis des siècles, impulsent les hommes vers un avenir de fraternité et de justice ?

En se déclarant révolutionnaires, c'est-à-dire

en poursuivant, par delà leur besogne quotidienne de défense professionnelle et de résistance au patronat, le but dernier d'une société vraiment libre et vraiment égalitaire, les hommes de la C. G. T., qu'ils le veuillent ou non, se classent politiquement. Ils rejoignent la vieille tradition démocratique dans le sens où nous avons employé ce mot jusqu'ici.

C'est même cette préoccupation qui, seule, distingue le syndicalisme révolutionnaire du syndicalisme corporatiste, mutualiste et paix sociale. C'est là sa véritable caractéristique. Et les doctrinaires du syndicalisme sont les premiers à le reconnaître :

« Au point de vue politique, écrit Pouget, dans sa brochure *La Confédération Générale du Travail,* la neutralité affirmée n'implique point l'abdication ou l'indifférence en face des problèmes d'ordre général, d'ordre social ; il n'est nullement question d'un neutralisme qui réduirait la Confédération à évoluer dans les cadres d'un corporatisme étroit et à ne rien voir au delà des besognes momentanées et restreintes d'une défense professionnelle s'adaptant à la société capitaliste. Le neutralisme affirmé est au contraire la proclamation d'un idéal permanent plus précis, plus net, que celui qui forme le bagage idéologique des divers partis socialistes révolutionnaires... »

Est-il possible d'avouer mieux qu'entre l'objectif dernier de la Confédération Générale du Travail et celui d'un parti clairement socialiste et directement révolutionnaire, il n'y a pas de différence appréciable ?

* * *

Le fameux paragraphe des statuts de la C. G. T. où il est dit : « Elle groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat » repose il faut bien l'avouer sur une contradiction flagrante.

Les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ne sont pas autre chose que des socialistes et tout socialisme comporte des préoccupations d'ordre politique.

La vraie, la seule et la grande question, c'est de savoir s'il existe une organisation politique méritant la confiance des travailleurs déjà groupés dans leurs organisations de métier, s'il existe un parti socialiste qui soit sur le même plan révolutionnaire que le syndicalisme.

S'il n'existe pas, il faut le créer. Et il n'y a pas de raison valable pour que des syndicalistes révolutionnaires se montrent hostiles à un groupement où la propagande du socialisme intégral

serait méthodiquement organisée, l'esprit révolutionnaire systématiquement entretenu.

Quant à l'article de leurs statuts sur lequel de trop nombreux militants syndicalistes se fondent aujourd'hui pour faire fi de l'action politique, il n'a jamais eu d'autre valeur, en vérité, que celle d'une habileté tactique.

En attribuant à cette formule un sens absolu, les syndicalistes se font réellement les dupes de leur propre ruse.

Comme d'autre part, ils sont conduits par la force même des choses, à mener eux-mêmes, à leur manière, une véritable action politique, ils n'ont pas de peine à croire et ils se croient en droit d'affirmer que le syndicat suffit à tout.

Il suffit à tout. Peut-être. Mais c'est alors que vous lui attribuez la besogne totale du socialisme révolutionnaire.

Or, pouvez-vous le faire sans inconvénients et sans dangers ?

Le syndicat peut-il suffire à cette tâche ? Est-il bien placé pour la remplir ?

Voilà maintenant ce qu'il nous faut examiner.

*
* *

Quelle que soit la bonne volonté révolutionnaire du syndicalisme, quelle que soit l'ampleur de vue de ceux qui sont ou pourraient être ses

dirigeants, les bases mêmes de ce mouvement, les conditions et les limites dans lesquelles il évolue et recrute ses éléments l'empêchent de procéder d'une façon satisfaisante et parfois même de prendre part à certaines agitations et à certaines propagandes.

C'est le plus souvent en rusant, en truquant, en tournant la difficulté, c'est-à-dire sans assez de franchise ni d'élan, que la C. G. T. réussit à initier certains mouvements ou simplement à y intervenir.

Elle se trouve partagée entre le souci d'étendre son action révolutionnaire générale et le devoir d'amener dans ses cadres, pour les y éduquer, de nouvelles recrues. Elle a sans cesse à compter avec la diversité des éléments qui la composent, non seulement dans la masse des syndiqués, mais même au sein de l'élite qui forme ses conseils.

Comment pourrait-elle, dès lors, assumer d'une façon complète la besogne complexe et systématiquement révolutionnaire, à la fois très ardente et très étudiée, qui s'impose à nous ?

*
* *

Comme toute œuvre difficile et périlleuse, celle-ci, de plus, veut des caractères, des intelligences et des talents. Il est des aptitudes, des dons

naturels qu'aucune bonne volonté ni qu'aucune éducation ne remplaceront jamais. Guérissez-vous des individus : c'est facile à dire, mais essayez donc de vous en passer ! Qu'on le veuille ou non, il faut compter avec les hommes. Or, il n'est aucune raison pour que tous ceux dont la Révolution a besoin naissent à point nommé dans le prolétariat.

Il pourra se faire que les meilleurs propagandistes, les plus précieux organisateurs, les plus courageux révolutionnaires ne soient pas des travailleurs manuels et ne puissent trouver place dans les organisations ouvrières. Faudra-t-il donc que ceux-là soient perdus pour nous ?

N'y eut-il pas de tout temps des transfuges de classe qui, sans autre récompense que la joie de combattre pour la justice, vinrent se ranger du côté des opprimés ?

Plus convaincus souvent parce que plus désintéressés, ceux-là furent souvent aussi les plus crânes, parce que venant de chez les plus forts ils en apportaient l'indépendance et la hardiesse.

De ceux-là il en est encore, et dans tous les rangs de la société notre idéal recrute des adeptes.

Dans toutes les classes, il est des hommes qu'une propreté morale instinctive dresse contre l'ignominie bourgeoise, des hommes qu'un goût inné pour la beauté et l'harmonie révolte contre la laideur et le désordre capitalistes, plus simple-

ment encore, des hommes qui ont besoin de croire d'agir, de se donner, des hommes de dévouement et d'enthousiasme et qui viendraient à nous, plus nombreux encore, si nous savions mieux encore leur faire aimer notre idéal.

Que ferons-nous de ceux-là si le syndicat où ils n'ont pas de place doit suffire à tout ?

* * *

Si nous envisageons maintenant, non plus l'agitation révolutionnaire, mais une propagande précise de l'idéal socialiste, nous trouvons une autre raison pour que les producteurs groupés dans leurs syndicats ne parlent pas seuls au nom de la société future.

La valeur et l'autorité socialistes du syndicat, on l'a souvent remarqué, lui viennent de ce qu'il n'est pas seulement un moyen de résistance au patronat, mais l'embryon même de l'organisation future du travail, comme un peu de société nouvelle réalisée.

On peut dire aux travailleurs, et c'est une grande force : « Groupés dans vos syndicats, vous n'êtes pas seulement ceux qui vous défendez chaque jour contre vos ennemis de classe, vous êtes aussi ceux qui vous organisez pour le jour où vous aurez à assurer la vie nouvelle. »

Mais cela n'est vrai que pour la production.

Et il n'y a pas qu'elle. Il y a la consommation. Il y a toute la vie sociale si complexe qui s'y rattache, les mille rapports qui unissent les hommes groupés sur chaque point du sol, pour y assurer cette vie sociale et pour se défendre contre tout ce qui pourrait la menacer, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Si nous essayons vraiment de concevoir un plan de société socialiste, rien ne montre qu'il puisse y avoir la moindre confusion entre les organes de production d'une part et ceux de consommation et de vie sociale d'autre part.

Bien au contraire, la séparation administrative de ces deux domaines semble une précieuse garantie d'équilibre et d'indépendance.

Les raisons que les hommes ont de s'entendre pour vivre d'une certaine manière sur tel ou tel point du sol, où le hasard de leur existence de producteur les a placés, ne sont pas tirées de leur vie de producteurs, mais de leur vie de consommateurs et de citoyens.

Les organisations ouvrières auxquelles personne ne songe à contester leur rôle dans la production socialiste n'ont donc plus rien à faire ici.

Et si nous voulons, au lendemain de la révolution, voir disparaître l'Etat centraliste, ce sont les communes réorganisées et revivifiées, aidées des coopératives, qui entrent alors en jeu.

Sur ce point, la C. G. T., groupement de pro-

ducteurs en tant que producteurs, perd forcément de son autorité.

Sur ce point, au contraire, grandirait l'autorité d'un parti dont les sections apprendraient à se considérer comme les organisatrices des futures communes révolutionnaires et pourraient déjà porter ce nom.

* * *

La dernière et la meilleure raison pour laquelle le syndicalisme ne saurait suffire à tout, c'est qu'en voulant tout faire, il fait mal sa tâche propre et, par là, nous entendons bien la tâche révolutionnaire spéciale qui lui incombe.

Cette tâche est double.

Il s'agit de susciter, d'entretenir et d'organiser la bataille économique, de dresser le salarié en posture d'adversaire devant l'employeur, et par là de faire naître en lui la conscience d'un irréductible et définitif antagonisme.

Mais il faut aussi par une autre sorte d'éducation, lui faire comprendre que cette bataille doit aboutir à l'abolition du patronat. Il faut lui inculquer cette conception que, dès à présent, son métier lui appartient, et qu'il est indispensable d'en prendre dès à présent possession moralement et intellectuellement en étudiant les conditions de l'organisation du travail et de la production par les travailleurs eux-mêmes.

Il faut, dès à présent, lui enseigner qu'il sera bientôt responsable de son métier et de son industrie devant la collectivité, et il faut étudier les moyens par lesquels se réalisera pratiquement cette responsabilité.

Nous n'étonnerons personne en disant que tout ce qui pourrait déjà se faire dans cet ordre d'idées ne se fait pas.

On parle aujourd'hui d'une crise du syndicalisme, on en cherche les raisons et l'on n'est pas d'accord.

La crise procède, là comme ailleurs, des mêmes causes.

Au lieu de se concentrer et de se tendre au point le plus utile, les énergies s'émiettent et se dispersent.

On ne discerne pas assez nettement le but et, par suite, on ne choisit pas assez sûrement les moyens.

On se confie trop à un révolutionnarisme de surface, plein de déceptions et de surprises.

On vit trop au jour le jour. On fait sa loi de formules comme celle-ci : « Avant tout, la vie et l'action », sans voir que, sous une apparence de santé, de vaillance et de réalisme, les maximes de ce genre favorisent parfois la paresse et cachent trop souvent le vide.

Nous en avons assez dit pour qu'on ne puisse nous prêter, touchant le syndicalisme, aucune pensée équivoque.

Si l'on envisage le socialisme révolutionnaire dans sa réalité et dans son ampleur, si l'on mesure bien l'œuvre formidable qui seule peut venir à bout du vieux monde bourgeois, on verra clairement que l'action ouvrière ne peut pas constituer tout ce mouvement, mais une fraction seulement.

On comprendra de même que la constitution d'un parti vraiment socialiste et vraiment révolutionnaire, loin d'attenter à l'autonomie syndicale, doit par la seule influence de son voisinage, aider puissamment le syndicalisme à prendre conscience de sa tâche propre et à s'organiser pour la remplir.

Dégagé de toute attache et de toute compromission avec la politique bourgeoise, ce parti, dont le programme et la tactique ne contrediraient en aucun cas l'action syndicale, n'éveillerait plus les méfiances dont certaines, aujourd'hui, sont legitimes.

Militer dans ses sections serait, pour les syndiqués, obéir à une simple division du travail.

Ce serait compléter d'une façon rationnelle et concordante l'action menée au sein de leurs groupements professionnels.

Ce serait, en toute confiance et sécurité, travailler à l'œuvre commune.

Un parti révolutionnaire
Sa vie intérieure et son action

Un vrai parti de classe et d'action directe. — Mais d'action directe révolutionnaire. — La propagande du but, et pourquoi il faut aujourd'hui le préciser. — La communion militante des révolutionnaires et le noyau de la cité future. — La force de l'exemple et le rassemblement de l'élite.

Un véritable parti, assez nombreux et assez fort pour se mettre tout de suite à l'œuvre, peut-il, dès à présent, se constituer sur les bases que nous formulons ici? Ou faudra-t-il se contenter d'un groupement d'influence, d'une campagne d'idées visant à pénétrer de son esprit les organisations existantes?

C'est aux socialistes révolutionnaires, aux anarchistes et aux syndicalistes, à qui s'adresse notre appel, qu'il appartient de repondre.

Nous n'employons, quant à nous, cette notion de parti que pour fixer les idées. Et c'est la

physionomie générale du groupement préconisé que nous voulons essayer de tracer ici.

Par notre critique de l'action socialiste et révolutionnaire, telle qu'elle se poursuit aujourd'hui, nous en avons esquissé déjà les traits essentiels.

Il nous reste à donner de son attitude, de son action et de sa vie intérieure, une idée plus positive et plus complète.

*
* *

Ce parti serait avant tout, si vous voulez, un rigoureux parti de classe.

Un parti de classe non pas en ce sens qu'il resterait, comme le syndicat, fermé aux transfuges de la classe ennemie, mais parce qu'il poursuivrait sa destinée sans jamais se confondre ni se compromettre avec la classe ennemie; parce qu'il tirerait de lui-même toutes ses forces et toutes ses ressources; parce qu'il grandirait à côté de la bourgeoisie jusqu'à ce qu'il la paralyse et l'étouffe.

Si nous nous rattachons expressément en effet à la grande tradition démocratique, nous ne devrons pas moins nous séparer du mensonge de la démocratie bourgeoisie et de ses servants.

Et voilà le véritable sens de notre antiparlementarisme.

Il signifie que les classes dépossédées désoli-

darisent leur destinée de celle de la bourgeoisie. La démocratie bourgeoise, en effet, tend désormais à l'arrêt, à la réaction. La démocratie universelle qui est la nôtre entre, au contraire, dans une phase où elle a besoin des plus grandes hardiesses.

C'est donc pour notre propre compte, en dehors des institutions bourgeoises, c'est-à-dire par la seule action directe, que nous prendrons part, nous aussi, à la vie et à l'agitation politiques.

Si l'on objecte que dans le domaine politique, ce mode d'action est peut-être trop restreint, nous répondrons qu'il nous appartient de l'élargir.

L'action directe comporte une variété d'entreprises presque illimitée. Si nos esprits étaient un peu plus tournés de son côté nous trouverions toujours de nouveaux sujets d'intervention.

A l'inverse du parlementarisme, l'action directe ne se spécialise pas dans une forme réglée d'avance et toujours pareille. Elle suit la vie et se confond avec elle. Elle est donc aussi riche, aussi pleine, aussi variée, aussi imprévue que la vie même.

* * *

Qu'on ne se trompe pas d'ailleurs sur le sens et la portée de cette action directe.

Bien que notre activité doive exercer une influence inévitable sur la politique parlementaire,

il ne s'agira pas pour nous, spécialement, d'agir sur la machine bourgeoise par pressions extérieures. Cela c'est encore, par voie détournée, du parlementarisme bourgeois, et ce n'est pas suffisant.

Encore une fois, pas plus par action directe qu'autrement, nous ne sommes des réformistes, mais des révolutionnaires.

Le but de notre intervention, quelle qu'en soit la forme et l'occasion, ce sera toujours, avant tout, de créer dans le pays la volonté et le désir de l'état populaire nouveau, fondé sur la justice économique, de l'état populaire nouveau où il n'y aura plus trace d'une exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà aujourd'hui ce qu'on oublie trop.

Si nous sommes réformistes parce qu'il nous répugne d'évoquer l'image d'une révolution totale, si nous sommes révolutionnaires parce que nous croyons ne pas pouvoir nous entendre sur le but, nous nous laissons prendre à peu près complètement, les uns et les autres, par la petite lutte fragmentaire contre l'iniquité quotidienne.

Cette bataille est indispensable sans aucun doute, indispensable pour nous tenir en haleine et pour tenir en échec les velléités oppressives de nos maitres.

Mais elle ne suffit pas.

En écartant nos préoccupations du but final,

où elle nous mène sans doute, mais où elle ne nous mènerait pas seule, elle peut même devenir un véritable danger. Elle peut, dans une certaine mesure — en dispersant trop notre effort — servir les intérêts de nos ennemis.

L'heure semble venue, en tout cas, et bien venue, d'envisager sérieusement, une autre besogne.

*
* *

La propagande socialiste révolutionnaire s'est presque toujours refusée jusqu'ici à parler avec netteté du but à atteindre, à décrire les organismes par lesquels seront un jour remplacés ceux de la société bourgeoise.

Elle semblait croire ne pas en avoir le droit.

Ces précisions et ces nettetés, quand elles ont été fournies, furent confiées à des ouvrages d'allure utopique. Et c'est à peine si quelques essais de ce genre, d'ailleurs insuffisants, firent l'objet de brochures peu répandues.

Pour le plus grand nombre aujourd'hui, l'essentiel est de dégager, d'accroître les forces de révolution qui s'organiseront, ensuite, une fois victorieuses.

L'entrée en scène du syndicalisme est venue, renforcer encore, par certains côtés, cette opinion.

On raille ceux qui résolvent d'avance, sur le

papier, les difficultés de la vie. On se plait à montrer que l'événement déjouera leurs projets. C'est là, dit-on, un manque d'esprit philosophique et de sens réaliste.

On dirait vraiment que les grandes doctrines socialistes qu'il s'agit de faire s'épanouir en un plan d'organisation nouvelle n'ont jamais été confrontées avec la réalité, qu'elles ne sont pas induites des faits, qu'elles ne continuent pas des directions observées, qu'elles n'enregistrent pas des nécessités, qu'elles ne traduisent pas les vœux, les aspirations, les besoins de véritables foules vivantes !

Non, le fait de prévoir et de construire à l'avance ne relève pas toujours et nécessairement de l'utopie.

Cette tâche au contraire s'impose, à nous, aujourd'hui, comme la plus urgente et la plus pratique des réalités.

Reculer devant elle, ce serait nous donner à nous-mêmes le plus éclatant démenti.

Si, après le long et merveilleux effort de la pensée révolutionnaire, nous n'étions pas capables de dresser dans les grandes lignes un plan de société nouvelle qui puisse entraîner les convictions et conquérir les enthousiasmes, ce serait une lamentable faillite.

L'unique difficulté consiste à concilier certaines tendances divergentes de la pensée socialiste.

Et cette difficulté n'est pas insurmontable. Elle est plus apparente que réelle. Elle aurait été vaincue déjà sans la raideur intransigeante des théoriciens et si l'on avait toujours su chercher où il fallait la clef de l'entente.

Faisons d'abord cette entente. Sortons de l'indécision et du vague où nous sommes tous. Finissons-en avec les phrases de propagande où il est question, au choix, d'une société *collectiviste OU communiste*.

Nous pourrons alors mettre notre but en pleine lumière. Nous pourrons étudier et déterminer jusque dans certains détails les nouveaux organes sociaux.

Car il est indispensable que nous sachions d'avance ce que sera la société socialiste. Et il est indispensable que notre propagande la décrive.

∴

C'est indispensable d'abord pour le succès même de la révolution.

L'idée anarchiste suivant laquelle l'admirable aptitude organisatrice des foules pourvoirait à tout, en temps voulu, témoigne sans doute d'une généreuse confiance dans les ressources de l'humanité. Ce n'en est pas moins l'une de ces idées dangereuses par lesquelles les théoriciens de

l'anarchie ont trop souvent bouché les trous et masqué les faiblesses de leur doctrine.

N'oublions pas qu'il s'agit pour nous d'une transformation économique. Si l'on peut vivre des mois et des années en se gouvernant mal ou en se gouvernant, tour à tour, selon des principes contraires, *politiquement parlant*, il n'est pas permis de se tromper au delà de certaines limites quand il s'agit d'assurer la vie matérielle de toute une nation.

Dès le premier jour il faudra manger, se loger et se vêtir.

Devant la nécessité d'agir, dans l'urgence d'appliquer, on ne délibère plus, on exécute des décisions déjà prises. Il faut donc avoir ses solutions toutes prêtes. Nos solutions seront ce que nous les aurons faites. C'est en les poussant dans le détail, dès à présent, que nous pouvons les parfaire et les contrôler.

Si nous voulons échapper aux solutions d'autorité qui, aux heures de désarroi, ont le terrible avantage de paraître les plus simples, préparons les nôtres pendant qu'il en est temps encore.

*
* *

C'est indispensable, en deuxième lieu, pour vaincre l'indifférence, pour recruter dès à présent les enthousiasmes et les convictions.

Le saut dans l'inconnu répugne à la plupart des hommes. Et il répugne d'autant plus qu'on est habitué, par nos sociétés modernes, à ce que rien ne soit laissé au hasard.

Seuls quelques impulsifs sont capables d'aller résolument vers la crise angoissante d'une complète refonte sociale, sans s'être donné à eux-mêmes, par la vision claire du but, la quasi-certitude du succès.

Si ceux-là, par un impérieux besoin d'aller en avant, marchent même dans la nuit, le plus grand nombre veut voir où on le mène.

Il est incontestable, de plus, que certaines sympathies, et non des moins précieuses, à demi conquises déjà par la critique révolutionnaire, attendent pour nous venir en plein que nous soyons entrés dans une phase constructive plus sérieuse.

Nous n'attirerons certains éléments — et ceux-là justement qui nous sont le plus nécessaire, — nous n'aurons leur confiance qu'après l'avoir méritée par un sens plus aigu des difficultés de *notre problème*, par une compétence plus grande dans toutes les questions d'organisation socialiste.

Et qui oserait dire que, d'une façon générale, nous ne soyons pas tenus de donner ces garanties?

Nous y sommes tenus doublement.

Comme socialistes, pour démontrer que le socialisme est possible.

Comme révolutionnaires, parce que nous affirmons que *notre société* peut naître, dans son ensemble, d'une crise révolutionnaire.

* * *

Une des principales tâches de notre parti ce sera donc, après nous être mis d'accord sur les principes, d'étudier avec le plus grand soin chacune des questions que soulève une organisation sociale, dès qu'on entend réellement faire face aux nécessités de la vie.

Nous aurons, en premier lieu, à élaborer le grand projet d'une administration socialiste ; à prévoir et à déterminer, au moins dans leurs grandes lignes, chacun des organes de la vie nouvelle ainsi que le mode des relations et des contrats à intervenir entre eux.

Une permanente enquête devra se poursuivre sur ces questions.

Et nous aurons à les étudier, non pas seulement à un point de vue d'intérêt général, mais aussi localement, par rapport aux nécessités, aux difficultés et aux avantages de chaque région. C'est ici que chaque section aura à exercer son activité propre.

Nous aurons enfin à élaborer sur ce plan d'or-

ganisation socialiste toute une propagande qui, en raison même de la délicatesse de son objet, devra être minutieusement étudiée. Il faudra donner à cet exposé de la vie nouvelle les formes les plus saisissantes et les plus claires et varier ces formes, selon les milieux et les régions, aussi souvent qu'il sera nécessaire pour être compris.

C'est ainsi qu'une très grande place devra être accordée à l'étude de la question agraire et à la propagande chez les paysans.

*
* *

Quand nous aurons formulé en termes clairs et saisissants les principes du droit nouveau, quand nous travaillerons à ce plan de société socialiste qui ne sera plus dans notre esprit un type de société possible, mais la seule réalité socialiste possible, il n'est pas douteux que notre ardeur révolutionnaire et notre conviction socialiste se trouveront, par là même, décuplées.

Tandis, en effet, que nos militants ne peuvent aujourd'hui qu'à l'aide d'un pénible effort évoquer l'image de l'organisation qu'ils préconisent — lorsqu'ils parviennent même à l'évoquer — cette image, sans que nous ayons besoin de l'appeler, sera sans cesse devant nos yeux.

Au lieu d'apercevoir la cité nouvelle dans les

brumes de l'Avenir, avec une sorte d'effroi respectueux, comme une improbable et lointaine Chanaan, nous l'aurons tout près de nous. Elle nous sera familière.

Nous l'habiterons par avance en quelque sorte, puisque nous la créerons et l'animerons chaque jour, de notre effort, et la verrons chaque jour, sous notre effort, devenir plus complète et plus solide.

Nous l'aimerons davantage à mesure qu'elle nous apparaîtra plus concrète, plus vivante. Et c'est alors seulement que nous croirons, de toutes nos forces, à sa réalisation.

*
* *

Un parti révolutionnaire au sens le meilleur et le plus complet de ce mot, ne peut pas être seulement une formation de combat, un moyen en vue d'un but.

Il doit être déjà, dans une certaine mesure, et par avance, la réalisation de ce but.

Il ne s'agit pas seulement de recruter et de combattre, mais d'instituer les cadres d'une autre société.

Il s'agit de former et de disséminer à travers le pays des noyaux de militants assez pénétrés du nouveau contrat social, assez instruits des

institutions nouvelles pour, le moment venu, entraîner partout les masses dans le même sens et partout s'opposer aux déviations.

C'est là tout autre chose que de créer des comités électoraux.

Un véritable parti révolutionnaire doit être vraiment l'association commençante, et qui ne se dissoudra plus, des habitants de la cité nouvelle.

Il doit l'être par l'étude constante des conditions de la vie socialiste, par la préparation et l'organisation de cette vie.

Il doit l'être encore par la pratique et la culture de certaines vertus qui constitueront peu à peu, aux yeux de la foule, comme le caractère distinctif du socialiste révolutionnaire.

Nous entendons par là : vis-à-vis de nos ennemis, le courage et la conviction ; entre nous, la sincérité, la justice, la loyauté, la bienveillance.

N'affirmons pas seulement, sachons montrer qui nous sommes, soyons vraiment des hommes nouveaux, différents.

Créons entre nous une véritable communion, une sorte d'église où l'on vive les uns pour les autres et les uns par les autres.

Afin d'utiliser au mieux de notre cause toutes nos aptitudes, mettons en pratique, sans arrière-pensée, toutes les formes de la collaboration et de l'appui mutuel.

Ainsi nous pousserons jusqu'à leurs dernières limites notre pouvoir de rayonnement et notre force d'attraction.

* * *

Par les conséquences inévitables d'une concurrence et d'un individualisme sans contre-poids, par la nécessité de cacher, sous un monstrueux amas d'hypocrisies et de mensonges, la contradiction chaque jour plus flagrante entre les réalités qu'il nous offre et les principes inscrits dans ses doctrines, le monde bourgeois est devenu pour toutes les âmes droites un véritable lieu de torture.

Il n'y a plus, nulle part, ni sécurité, ni sincérité, ni confiance. C'est en vain que l'on chercherait un domaine où subsiste encore entre les hommes une véritable communion. Tout est duplicité; tout est rouerie; tout est calcul; tout est méfiance. Tout est devenu inquiétant, comme voilé. Il semble que chacun de nos pas, au lieu de retentir sur un sol ferme et sûr, enfonce dans une terre semée de pièges.

La personne humaine dans ce qu'elle a de plus noble se trouve, à chaque instant, refoulée sur elle-même, restreinte et diminuée, comme *dénigrée* par tout ce qui l'entoure.

Rien qui la soutienne ni l'exalte. Aucune occasion de dignité ni d'orgueil mutuel.

Et il n'est personne qui ne soit atteint. Devant la confirmation constante du mal par le mal, devant l'universelle acceptation et l'universelle abdication, les meilleurs et les plus courageux, les plus décidés à tenir tête reculent comme épouvantés.

Ceux qui n'ont que la délicatesse de leur âme, sans assez de courage pour affronter le milieu contraire et la foule hostile, s'exaspèrent de leur impuissance jusqu'à ce qu'ils tombent dans le découragement et le scepticisme.

D'autres en qui demeure un impérieux besoin de croire et d'agir, comme pour protester devant la faillite du présent, retournent au passé.

Conversions singulières et défections inattendues !

Des hommes qui s'étaient engagés fièrement sur les routes de l'avenir, des hommes dont la trempe intellectuelle et morale semblait à toute épreuve, sont retombés aux bras débiles des doctrines vieillies et des régimes déchus.

Des hommes qui avaient entonné à pleins poumons l'hymne puissant d'une humanité adulte, affranchie et confiante, ont réappris la chanson puérile des religions primitives. Ils bégaient aujourd'hui le chant des berceaux.

Or, de ce désarroi et de ces déchéances, nous

devons, si nous sommes justes, prendre notre part.

Si notre évangile avait été plus humain, plus vivant et plus clair, si nous avions su le vivre plus intensément et plus dignement, on ne l'aurait peut-être pas déserté.

C'est à nous, socialistes, qu'il appartient de ramener ceux que le besoin de croire et de combattre disperse aux quatre coins de la pensée et de la foi.

Et nous seuls pouvons les retenir, car nous seuls pouvons leur offrir un idéal conforme aux besoins de la pensée et de la conscience modernes.

Il dépend de nous que le socialisme et la révolution apparaissent bientôt comme les refuges indiscutés de toutes les intelligences hautes, de toutes les âmes nobles, de tous les courages ardents.

Donnons à l'action et à la vie socialistes une telle valeur humaine que, par elle, se trouve abolie la souffrance des inadaptés, et aussi des mal adaptés, des faux adaptés qui croient nous tromper par leur sourire.

Que nos attitudes, nos actes, nos sentiments soient un vibrant et clair langage, et que ce langage dise sans cesse :

« Le socialisme ne vous demande ni sacrifice, ni renoncement.

« Le socialisme ne vous demande pas votre

vie. C'est lui qui vous apporte la vie, la vie passionnée et pleine, qu'appellent toutes les natures d'élite.

« Vous qui ambitionnez ce difficile et noble rôle de l'élite, comprenez enfin que c'est seulement dans le socialisme que vous pourrez le remplir. La révolution sociale est une des grandes phases, elle est la phase actuelle de l'œuvre éternelle que vous poursuivez. »

La Société socialiste ou l'Entente sur le but

CONDITIONS GÉNÉRALES DU PROBLÈME. — L'ÉCONOMIE PUBLIQUE ET L'ACTIVITÉ LIBRE. — COLLECTIVISME OU COMMUNISME?

L'action révolutionnaire, nous l'avons montré, ne peut plus s'appuyer sur de vagues promesses. Et la démonstration rigoureuse de telle ou telle vérité socialiste ne lui suffit pas davantage.

Le moment est venu de montrer clairement, sous une forme vivante et réaliste, le fonctionnement des institutions nouvelles.

Encore une fois, il ne s'agit pas de décréter l'avenir ni de le construire. Mais de suivre des forces déjà en œuvre jusqu'à leur point d'arrivée et d'équilibre.

Pour être en possession de tous les éléments nécessaires à cette vision d'avenir nous ne devons pas avoir besoin de prévoir autre chose que la croissance, jusqu'à l'état adulte, d'organes doués déjà d'une vie embryonnaire ou le retour à la

santé d'organes atrophiés par une longue compression.

Ce n'est pas une quelconque société socialiste qu'il s'agit de décrire.

Nous devons, dès maintenant, pouvoir préciser la seule société socialiste qu'il soit possible d'établir.

*
* *

En somme, que voulons-nous ? Et que voudront les masses lorsque la révolution triomphante les aura soulevées et passionnées ?

A côté de l'égalité politique demeurée vaine jusqu'ici, parce que sans base matérielle, nous voulons réaliser l'égalité économique.

Nous voulons abattre pour toujours l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous voulons faire pénétrer la justice dans un domaine où elle n'a pas encore accès.

Ce qui nous anime tous, avant tout, c'est donc une intraitable volonté de justice économique.

Mais cette volonté de justice se trouve tout de suite en présence d'un certain nombre d'obligations, devant un ensemble de conditions et de faits auxquels nous ne pouvons pas nous soustraire.

Nous devons d'abord assurer la production et la répartition du nécessaire. Ni hors, ni dans l'atelier nous ne voulons plus obéir aux bourgeois. Mais nous sommes tenus, pour les remplacer,

de faire au moins aussi bien qu'eux. Nous sommes tenus de fournir une certaine quantité et qualité de produits ainsi que leur répartition rapide, commode et sûre.

Cette production et cette répartition sont déjà soumises, par avance, à des conditions données. Nous héritons d'une industrie toute faite, d'un outillage, de procédés et d'aménagements qu'une longue évolution a faits ce qu'ils sont et qui, du jour au lendemain, ne peuvent pas se transformer.

Sans doute les nouvelles mœurs sociales tendront à modifier la technique industrielle. Il ne nous en faut pas moins compter d'abord, sous peine d'insuccès, avec des nécessités matérielles plus fortes que nos volontés.

N'oublions pas, cependant, que la justice, elle aussi, est une nécessité, et une nécessité tout aussi impérieuse, quoique d'un autre ordre. Les hommes d'aujourd'hui veulent être libres et ils veulent être égaux. Quoi qu'on fasse, ils n'en démordront plus. Nous ne réussirions pas plus en apportant des solutions d'autorité et d'inégalité qu'en méconnaissant telle ou telle exigence de la technique moderne.

*
* *

Avant de proposer à la discussion un projet où l'on voit fonctionner, dans leurs très grandes

lignes, les divers organes de la vie sociale, qu'on nous laisse mettre en évidence deux points capitaux.

Introduire dans nos mœurs la justice économique, c'est nous engager, les uns vis-à-vis des autres, à produire les uns pour les autres, sans que personne ne soit lésé.

Tel est le fondement du nouveau pacte social.

Or, il est impossible d'établir solidement ce pacte, si nous ne distinguons pas, tout de suite, deux domaines de production : celui du nécessaire et celui du superflu.

Il est inadmissible, en effet, que je m'engage à produire des objets que je n'utiliserai pas ou dont je n'utiliserai pas les équivalents.

Il est inadmissible que les fantaisies d'une catégorie de consommateurs obligent une catégorie de producteurs à augmenter, même dans de faibles proportions, leur temps de travail.

Seul le domaine du nécessaire constitue donc l'Economie publique et comporte une obligation. Seul il relève de la justice économique et fait l'objet d'une organisation rigoureuse contrôlée par l'ensemble des citoyens.

Le domaine du superflu, au contraire, reste celui de la liberté absolue, dans les limites que déterminent les nécessités de l'Economie publique.

Toutes les initiatives et toutes les activités

s'y déploient, toutes les entreprises s'y poursuivent dans la plus parfaite indépendance. Toutes les formes de l'association, du contrat et de l'échange y trouvent place.

Comme aujourd'hui la monnaie y circule.

Le salariat individualiste lui-même, s'il trouve encore des hommes qui s'en accommodent, peut, çà et là, s'y rencontrer.

Un capital spécial et restreint à ce domaine, un capital qui ne franchit jamais les barrières de l'Économie publique, peut donc s'accumuler en certaines mains et se transmettre. Remarquons, en passant, qu'il ne peut pas être un moyen d'oppression puisque personne n'est plus contraint, par le dénuement, à vendre sa force travail.

Ce domaine que nous appelons celui du superflu pour l'opposer à celui du nécessaire, mais où seront satisfaits, en réalité, des besoins devenus profonds chez la plupart des hommes, enclora vite, ce n'est pas douteux, la meilleure part de notre existence. Ce sera le domaine de l'art, de la science, de la découverte et de l'invention, du confortable et du beau, de toutes les activités, en un mot, et de toutes les entreprises qui donnent à la vie humaine sa valeur et son attrait. L'autre deviendra peu à peu un simple support, comme le sous-sol uniforme et solide de cette région supérieure.

Cette distinction, que nous impose avant tout un souci de justice élémentaire, répond, une fois pour toutes, à la seule objection valable qui ait jamais été faite au socialisme.

Bien loin, comme on l'en accuse, de ruiner l'initiative individuelle et l'esprit de recherche, loin de tarir le goût de l'effort et de la lutte, le socialisme, ainsi compris, laisse leur rôle à ces précieux mobiles de développement humain.

Si d'une part nous restreignons un peu le champ de leur action, de l'autre nous appelons un plus grand nombre d'hommes à en connaître le bénéfice.

En offrant à tous une sécurité élémentaire, le socialisme ouvre à tous la vie féconde de l'intelligence, de l'initiative et du risque.

*
* *

Mais une importante question se pose maintenant.

Comment vont se comporter, l'une par rapport à l'autre, ces deux séries d'activités et d'entreprises ?

Et, tout d'abord, qu'est-ce qui délimitera, à chaque époque, pour certains produits, le nécessaire et le superflu ?

Après une première fixation par accord entre Producteurs et Consommateurs, ce sera le fait

que ces produits deviendront l'objet d'une demande universelle. Ils passeront alors de l'industrie privée dans l'industrie publique (1).

Il est clair, d'autre part, que toute une variété de relations et d'influences, d'échanges et de contrats vont s'établir entre les deux domaines.

L'industrie libre emprunte nécessairement à l'Économie publique ses moyens de produire la matière première. Les organisations ouvrières louent aux associations privées leur outillage.

Dans certains cas, l'industrie privée, une fois en possession de sa matière première et de son outillage, crée, de toutes pièces, son produit et le livre au public.

Dans nombre d'autres elle complète et parfait seulement les produits élémentaires de l'industrie publique. Il en sera forcément ainsi, par exemple, pour l'habitation, pour certaines pièces d'ameublement et certaines parties du costume.

Ne voit-on pas très bien les syndicats du bâtiment amener la construction à un certain point et la livrer ensuite à des associations libres de décoration artistique ?

Il pourra se faire enfin que l'Économie publique s'adresse directement aux entreprises privées

(1) On verra plus loin que par l'organisation même des producteurs et des consommateurs ces accords et ces référendums deviendront extrêmement simples.

pour certaines tâches très spéciales et très délicates.

Rien n'est plus facile, d'ailleurs, que de prévoir mille collaborations possibles entre les deux domaines de la nouvelle vie sociale. Et il n'entre pas dans notre sujet d'aller plus loin dans ce sens.

*
* *

Le même souci de justice qui nous oblige à distinguer dans la vie sociale deux domaines, — celui du nécessaire et celui du superflu, — nous oblige à résoudre le problème du nécessaire ou de l'Economie publique par un *collectivisme* plutôt que par un *communisme*.

Hâtons-nous de donner à ces deux mots, restés vagues, un sens précis.

Nous appelons collectivisme tout système de production-consommation dans lequel une quantité fixe de travail fourni correspond, pour chacun, à une quantité fixe de produits consommés. Et tout collectivisme est, par là, dans l'obligation d'adopter l'heure-travail comme commune mesure pour la rémunération du travail et pour la valeur des objets.

Nous appelons communisme tout système de production-consommation où l'indivision dans la consommation répond à l'indivision dans la production. Il n'y a plus rien qui permette la rétri-

bution exacte du travail. De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins.

Dans le collectivisme personne ne peut consommer plus qu'il ne produit.

Dans le communisme il peut se faire que les uns consomment plus qu'ils ne produisent, pendant que les autres produisent plus qu'ils ne consomment.

Les plus acharnés défenseurs du communisme sont eux-mêmes obligés de le reconnaitre :

Pour que le système fonctionne *sans que la justice soit lésée*, il faut tabler largement sur la bonne volonté de tous.

Or, s'il est légitime d'escompter la bonne volonté pour tout ce qui concerne les détails d'une organisation, il est impossible de le faire quand il s'agit du principe même de cette organisation.

Si nous ne nous appuyons pas sur la justice, et sur la justice seule, nous n'aurons aucune force pour proposer aux masses la transformation profonde dont nous voulons être les artisans.

Il est probable que les nouvelles conditions sociales conduiront un jour les hommes à des arrangements communistes. Il est probable que le progrès industriel et l'accroissement des richesses d'une part, que l'élévation morale engendrée par la pratique d'une plus grande justice, d'autre part, feront naitre des formes sociales libérées

d'un contrôle rigoureux des droits et des devoirs.

Mais ce sont là des hypothèses et l'on ne fait pas une révolution avec des hypothèses.

Si dans toute tentative révolutionnaire le risque a sa part, le risque doit avoir aussi ses limites.

Nous disons sans cesse que le milieu transforme les individus et c'est exact. Mais faut-il encore qu'un premier milieu, déjà meilleur, ait eu le temps d'exercer son influence, pour que cette influence nous conduise à une forme sociale encore meilleure.

Si l'on examine les choses sans parti pris, il faut donc renoncer d'abord — quelque pénible que ce soit pour certains — à substituer d'emblée au patronat capitaliste le libre travail et la libre consommation de la prise au tas communiste.

La société bourgeoise, en disparaissant, nous léguera avec ses éléments sains tous ses déchets. Et nous savons mieux que personne s'ils sont lourds.

Tares, dégénérescences, vices et faiblesses tendront à agir sur le nouveau régime comme autant de dissolvants.

Il n'est pas douteux que, livrés à leur seule conscience, les moins consciencieux exploiteraient et duperaient ceux qui le seraient le plus.

Le seul moyen de parer à ce danger — sans

vexations et sans répressions — c'est de choisir un système qui ne laisse passer aucun élément désorganisateur sans l'éliminer automatiquement.

Ce système ne peut être que le collectivisme, comme nous l'avons défini, parce que ce collectivisme replace automatiquement le consommateur devant la nécessité de fournir le travail correspondant à sa consommation.

Nous objectera-t-on que c'est là, sous une autre forme, une sorte de salariat ?

Ce salariat, en tout cas, s'il vous plait de l'appeler ainsi, n'aura plus aucun rapport avec celui d'aujourd'hui.

Au lieu d'être les salariés, c'est-à-dire les esclaves d'un patronat qui nous mesure la vie, nous serons nos propres salariés, c'est-à-dire ceux d'une organisation strictement égalitaire, où nous aurons tous mêmes droits, mêmes devoirs, et serons assurés de recevoir le produit intégral de notre labeur.

Mais comment parler ici de salaire, quand tout diffère du salariat capitaliste ?

La société socialiste ne distribue pas de salaire. Mais elle est tenue d'assurer à tous, dans le domaine économique, l'égalité et la justice.

Elle adopte donc un moyen de contrôler que tous satisfont dans la même mesure à la nécessité d'assurer la vie commune.

L'organisation économique

La production et la consommation sont deux capacités distinctes. Elles se font équilibre. — Attribution des instruments de travail et de la terre. — Syndicats de production et Coopératives de consommation : leur groupement, leur fonctionnement et leurs rapports. — Le socialisme agraire : la révolution dans les villes et la révolution dans les campagnes.

Il s'agit d'assurer la production et la répartition des objets de première nécessité.

Si nous ne voulons pas remettre ce soin aux mains d'un pouvoir fort, procédant par voie d'autorité et de hiérarchie, notre seule ressource est de l'attribuer à des associations autonomes de producteurs et de consommateurs, associations fédérées et confédérées entre elles.

Or, les organes de la vie économique nouvelle existent déjà — comme existe déjà, mais atrophié et anémié par l'état jacobin, l'organe cellu-

laire de tout état populaire libre : la commune.

Ces organes économiques fondamentaux, ce sont :

1° Les syndicats déjà groupés en une Confédération Générale du Travail ;

2° Les coopératives qui n'auront qu'à se multiplier jusqu'à ce que chaque section de commune soit pourvue des magasins nécessaires et qu'à s'organiser en une Confédération Générale de Consommation.

Dans la société socialiste, chaque adulte — homme ou femme — fait donc partie à la fois d'un syndicat de production et d'une section de consommation, comme il fait partie, en tant que citoyen, d'une commune.

*
* *

Le principe d'une séparation administrative complète entre la Production et la Consommation, traitant d'égale à égale, par contrats soumis à l'arbitrage en cas de conflits, apparaît comme une base nécessaire et profonde de l'Economie socialiste.

Si producteurs et consommateurs sont finalement les mêmes, et si leurs intérêts derniers se confondent, ils n'en sont pas moins, en effet, engagés d'abord, comme producteurs d'une part et

comme consommateurs de l'autre, dans des intérêts différents, qui ne peuvent se défendre les uns contre les autres et finalement s'équilibrer que par le moyen de deux organisations distinctes.

Une organisation de producteurs à laquelle rien ne ferait contrepoids et qui se chargerait de la répartition et de la consommation comme d'un service annexe, pourrait subir des entraînements ou des paresses, tomber dans des excès ou des insuffisances de production qu'elle essayerait d'imposer aux consommateurs. Et nous subirions, de ce fait, des dommages analogues à ceux que nous inflige l'industrie capitaliste.

Une fois disparue la solidarité de lutte qui les unit aujourd'hui contre le patronat, les travailleurs pourraient, d'autre part, connaître de nouveau les rivalités d'industrie et de métier. En rappelant sans cesse les droits de la consommation, lésée par tout conflit entre producteurs, l'association autonome des consommateurs jouera ici le rôle d'une médiatrice automatique.

D'une façon générale, ne l'oublions pas, c'est seulement comme consommateurs que nos intérêts sont strictement égaux. Et c'est pourquoi la justice économique se trouve plus solidement fondée sur le droit du consommateur que sur celui du producteur.

* * *

Pour les mêmes raisons de justice économique, les syndicats ne sauraient prétendre à la propriété des instruments de travail et de la terre cultivée, qui leur est assimilable.

Nous entendons, il va sans dire, la propriété complète, celle qui va jusqu'au droit de détruire.

L'ensemble des consommateurs, en effet, se trouverait lésé de bien des façons, si tel ou tel groupement de travailleurs pouvait user jusqu'à l'abus de ses instruments de travail et en disposer selon son bon plaisir.

Seule la collectivité, c'est-à-dire en fin de compte la triple Confédération des producteurs, des consommateurs et des communes peut donc posséder, en toute propriété, le capital productif.

Les associations professionnelles et syndicats de producteurs n'ont que la gérance de ce capital.

Et cette gérance doit, par suite, en certains cas, admettre le contrôle de la collectivité.

A qui reviendra, en fait, ce contrôle ?

A qui appartiendra-t-il de se prononcer, en dernier ressort, sur certains cas difficiles et litigieux concernant l'usure de l'outillage, son accroissement ou son déplacement ? C'est là un point de détail.

Peut-être à un conseil de région, organe d'ad-

ministration et de délibération tout ensemble, où convergera toute la vie sociale de la région et où seront représentés à la fois ses communes (1), ses coopératives et ses syndicats.

* * *

Quelles seront maintenant, dans leurs grandes lignes, les fonctions de chacune des deux séries de groupements chargés de garantir à l'individu, pour tout ce qui concerne le nécessaire, une consommation égale à sa production ?

Universalisées et socialisées en sections de consommation, groupées par communes, par régions et nationalement en une Confédération Générale, les coopératives assurent la *répartition* et la *commande* de la consommation pour l'ensemble du pays.

C'est-à-dire :

D'une part, elles reçoivent, vérifient, distribuent, conservent dans leurs entrepôts et magasins, et finalement livrent au consommateur tous les produits qui relèvent de l'économie publique.

D'autre part, elles enregistrent, classent, totalisent et étudient les demandes et observations des

(1) Nous avons dû, ici, et en quelques autres passages, faire allusion à l'organisation politique dont il sera traité dans le chapitre suivant.

consommateurs, jusqu'à ce que de proche en proche et de bas en haut, la Confédération Générale de la Consommation soit en mesure d'établir la catégorie, la quantité et la qualité des produits que la Confédération Générale du Travail devra lui fournir dans un délai donné. Elles préparent en un mot le grand contrat national qui intervient chaque année entre la Consommation et la Production.

Voyons maintenant le rôle des syndicats.

Groupés nationalement, par fédérations de métiers et d'industrie, dans leur Confédération Générale, les syndicats assurent, au double point de vue technique et administratif, la production nationale, y compris la production pour l'échange avec le dehors.

Ils répartissent le travail global selon les nécessités de sa division, de haut en bas, jusque dans chaque usine et chaque atelier.

Ils recrutent pour chaque métier les contingents nécessaires.

Ils déterminent la valeur des objets en heures-travail.

Groupés localement dans des unions régionales, ils assurent la conservation, le renouvellement, le perfectionnement et l'accroissement du capital social.

Ils assurent encore l'éducation professionnelle de l'enfant et de l'adulte.

Cette organisation du travail n'implique, remarquons-le, ni autorité, ni hiérarchie. Si la tâche à fournir est indiquée, répartie et contrôlée par en haut, chaque unité de production jouit, dans ces limites, d'une complète autonomie.

Le double fonctionnement des associations autonomes de production et de consommation constitue d'ailleurs un ensemble économique où l'individu libre se trouve de chaque côté à la base.

C'est de l'individu organisant librement sa consommation dans la section coopérative que part la demande du produit. Et c'est à l'individu organisant librement le travail dans l'atelier autonome qu'elle revient, après avoir parcouru la double série des groupements fédérés et confédérés.

*
* *

L'organisation socialiste soulève, il n'est pas besoin de le dire, une multitude de petits problèmes de détail. Les étudier et les résoudre serait justement la tâche d'un parti révolutionnaire. Nous n'avions à aborder, quant à nous, et nous n'avons abordé, comme bases d'une entente, que les points très généraux.

Il est enfin des questions qui, bien qu'elles touchent aux intérêts les plus hauts de l'humanité n'en sont pas moins, pour le socialisme, à

cause de leur simplicité même, des questions de peu d'importance. De ce nombre, par exemple, l'entretien des enfants, des malades et des vieillards.

Il y peut être aisément pourvu, en effet, soit par voie d'assurance, soit par un budget communal, — une fois admis le principe que les futurs producteurs, les anciens producteurs et ceux que la maladie tient éloignés de la production doivent être assurés du nécessaire, comme les producteurs eux-mêmes.

*
* *

Les volontés de la démocratie, les exigences de la technique et l'organisation même que se sont donnée les travailleurs nous imposent de concevoir la production-consommation du nécessaire, dans ses grandes lignes, comme nous venons de l'esquisser.

Il nous faut cependant prévoir à ce collectivisme coopératif et syndical des réserves et des exceptions d'une importance capitale.

Elles concernent, on le devine, la production agricole et la propriété terrienne.

Si certaines régions de grande propriété, où la culture du sol est industrialisée déjà et le capital fortement concentré, semblent devoir adhérer tout de suite à la révolution urbaine et pouvoir s'organiser — après les expropriations

nécessaires — en syndicats de production, il n'en va pas de même pour les pays de petite propriété. Et c'est là le point noir du socialisme.

Le petit propriétaire paysan, celui qui possède juste assez de terre pour vivre, lui et sa famille, grossie parfois d'un domestique ou deux, se trouve, en effet, devant la révolution, dans une posture tout à fait spéciale.

Il ne peut pas, comme l'ouvrier des villes, désirer âprement la transformation sociale qui doit donner à tous une part dans la propriété collective des instruments de travail, puisqu'il possède déjà, avec sa terre, son instrument de travail.

Nous ne pouvons pas lui dire non plus qu'en détenant le capital productif, il empiète sur le droit des autres, puisqu'il en détient à peine de quoi assurer sa subsistance.

Suffira-t-il de lui démontrer qu'il est exploité, tout comme l'ouvrier des villes, par le gros capital urbain et le gros capital terrien qui font le marché, la hausse et la baisse, — par l'État au moyen de l'impôt, — par la Banque à laquelle il doit emprunter pour mettre sa terre en valeur?

Il est à craindre que ces raisons — même comprises — ne soient pas suffisantes pour le détacher de son patrimoine.

Et nous serons toujours mal venus auprès de ceux qui tiennent à leur lopin de terre comme au

fondement de leur indépendance, si nous venons uniquement leur prédire qu'il y faudra renoncer.

Que dirons-nous donc au petit propriétaire paysan, après lui avoir exposé notre socialisme?

Nous lui dirons :

Laisse-nous faire notre révolution.

Garde ta terre et cultive-la à ta guise. Nous, révolutionnaires des villes, nous t'en garantissons la propriété.

Nous t'achèterons tes produits, et sans doute un peu plus cher que ne te les payait le commerce bourgeois.

Nous te vendrons les nôtres et sans doute un peu moins cher que tu ne les payais au commerce bourgeois.

Mais nous avons besoin, de notre côté, de prendre avec vous, paysans, quelques garanties.

Nous vous demanderons d'abord d'adhérer à notre organisation politique et de constituer la commune rurale.

En ce qui concerne la vie économique, nous vous demanderons de ne jamais traiter avec vous que collectivement.

Pour pouvoir vendre vos produits à nos coopératives, il faudra vous constituer en syndicats de vendeurs, comme cela se passe aujourd'hui pour le lait dans certaines parties de la Suisse.

Pour pouvoir acheter nos produits aux mêmes coopératives, il faudra vous constituer en syndi-

cats d'acheteurs, comme cela se fait déjà dans certaines régions pour l'achat en commun des engrais, des semences et des plants.

Nous vous demanderons peut-être enfin, nous producteurs et consommateurs des villes, d'envoyer parmi vous des délégués agronomes, professeurs et conseillers d'agriculture, dont l'entretien restera à notre charge.

La question paysanne, si grave pour nous, ne semble pas comporter d'autre solution.

Il y aurait, ainsi, non pas une, mais deux révolutions : l'une d'ensemble, rapide, et où la force jouera sans doute son rôle, l'autre progressive et pacifique.

Il faut donc prévoir une période transitoire durant laquelle la production individualiste bourgeoise continuera, dans les campagnes, sous certaines garanties.

Mais il y a tout lieu de croire que cette période ne sera pas longue.

Entourés de tous côtés par les institutions collectivistes et obligés d'être avec elles en constantes relations d'échange, obligés en outre de procéder à ces transactions selon des formes socialistes, soumis sans cesse à la pression des sans-propriété et des tout petits propriétaires, entrainés de plus par le rythme général de la vie nouvelle, les paysans ne tarderont pas à rentrer dans l'Economie socialiste.

L'organisation politique

L'État socialiste ne peut être qu'un fédéralisme communaliste. — La Commune. — Ses attributions politiques : défense sociale et défense nationale. — Ses attributions économiques. — Le conseil de la commune et l'administration communale. — La région et la nation.

On a fait bien des fois et de bien des façons la critique de l'Etat.

Si l'on y regarde de près, cependant, on voit tout de suite que les arguments fournis n'atteignent jamais en réalité l'Etat lui-même, mais seulement certaines de ses formes.

Qu'est-ce que l'Etat, en effet, si l'on en retranche ses modalités transitoires et ses variétés éphémères ?

Qu'est-ce que l'Etat, si l'on n'en garde que l'essentiel, ce qui se retrouve à la fois dans les démocraties les plus libres et dans les autocraties les plus absolues ?

Dépouillé ainsi jusqu'au squelette, l'Etat c'est l'organisation de la collectivité. Et c'est la défense de la collectivité contre toutes les forces qui, du dehors ou du dedans, tendent à la détruire.

Que les institutions de l'Etat soient imposées par les plus forts, comme cela s'est toujours passé jusqu'ici, et, dans ce cas, impatiemment supportées par toute une classe, ou qu'elles soient vraiment comprises, aimées et consenties de tous, comme ce sera sans doute un jour, elles n'en représentent pas moins, dans une certaine mesure, la même volonté profonde et commune de vivre, et de durer et de se défendre ; elles n'en représentent pas moins une certaine cohésion sociale, un certain contrat social.

Quand nous critiquons et nions l'Etat, ce n'est pas lui en réalité que nous critiquons et que nous nions. Ce sont les principes sur lesquels il repose. C'est, par exemple, l'autorité absolue du prince dans les autocraties, ou c'est encore cette fausse conception de la liberté dans les démocraties jacobines, où la liberté c'est presque uniquement le droit de choisir ses maîtres.

Si, d'autre part, les prérogatives et les pouvoirs de l'Etat nous semblent aujourd'hui monstrueux, c'est que, par suite de notre inégalité économique, ces prérogatives et ces pouvoirs sont de terribles instruments de domination aux mains d'une classe contre une autre.

Mais quand nous aurons fondé l'égalité économique et que les classes auront disparu, quand, par cela même, l'accaparement et l'utilisation de l'Etat par une minorité seront devenus impossibles, cela signifiera-t-il que l'Etat aura disparu?

Evidemment non. Il aura seulement évolué, comme tout le reste, vers l'égalité et la justice.

Ayons le courage de le reconnaître et ne nous payons plus de mots :

Dans les conditions historiques actuelles, c'est-à-dire dans les circonstances mêmes où nous allons faire notre révolution, l'Etat, c'est, dans une certaine mesure, la société elle-même.

Nous n'avons donc pas, comme on le dit parfois, à abattre l'Etat, mais à rechercher, au contraire, pour établir celui-ci sur de nouvelles bases, une organisation politique concordant à l'organisation économique que nous prétendons nous donner.

* * *

Que sera donc l'Etat populaire nouveau fondé sur la justice économique et appelé — pour la part qui le concerne — à en assurer le fonctionnement?

Ce sera, car ce ne peut être autre chose, un fédéralisme communaliste.

De même que la classe bourgeoise, à l'heure

où elle escomptait déjà l'exploitation fructueuse des prolétaires, devait nécessairement adopter le parlementarisme jacobin et centraliste qui est devenu pour elle un si merveilleux instrument de domination, de même aujourd'hui les révolutionnaires socialistes, c'est-à-dire ceux qui ne veulent plus d'une société divisée en classes, ceux qui ne veulent plus d'une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, ceux-là doivent nécessairement tourner leurs regards vers la seule forme de l'Etat permettant à chaque citoyen d'administrer réellement la vie publique, ou tout au moins d'exercer sur cette administration un contrôle effectif, direct et permanent.

Or, le fédéralisme peut seul, encore une fois, atteindre ce but.

Qu'est-ce donc que le fédéralisme communaliste?

Nous le définirons, d'une façon très brève et très exacte à la fois, en opposant son principe fondamental, à celui de la démocratie bourgeoise, centraliste et jacobine.

Notre premier — et plus exactement — notre seul acte de citoyen consiste aujourd'hui à résilier notre pouvoir politique entre les mains de nos représentants.

Ces représentants sont de deux sortes:

Détenteurs du pouvoir législatif, ils décrètent la loi pour l'ensemble du pays.

Détenteurs du pouvoir exécutif, ils gouvernent d'en haut, selon des règles uniformes, et par le moyen d'une bureaucratie hiérarchisée, l'ensemble du pays.

Le premier acte du citoyen, dans une véritable république fédéraliste, consiste à former avec ceux qui vivent le plus près de lui et dont les intérêts immédiats sont les plus proches des siens, une association permanente.

La base de l'État n'est plus le collège électoral.

C'est la Commune.

Et la Commune est souveraine.

Les seules limites que rencontre son autonomie lui sont assignées par les intérêts plus généraux de la région. Et la région n'est qu'une fédération des communes.

Les seules limites que rencontre l'autonomie de la région lui sont assignées, de même, par les intérêts plus généraux de la nation. Et la nation n'est que la Confédération des fédérations régionales.

Il n'y a plus de lois. Il n'y a plus de Code. Il n'y a plus de fonctionnaires investis, comme aujourd'hui, d'un pouvoir à peu près absolu.

Il n'y a plus que des égaux administrant en commun la vie commune, résolvant et tranchant leurs propres difficultés et leurs propres conflits à mesure qu'ils se présentent.

Il n'y a plus que des groupements autonomes

passant entre eux des contrats plus ou moins uniformes et plus ou moins durables, mais toujours révisables et ne concernant que des points déterminés.

Plus de citoyens-fantômes ne recevant leur capacité politique que pour la rendre.

Plus de citoyens-amateurs dont un petit nombre de spécialistes, entrepreneurs de politique, font les affaires, — avec bénéfices. Mais pour la première fois, le citoyen véritable, vivant chaque jour, s'il le veut, sa vie civique et ne déléguant son pouvoir que dans un rayon restreint, parfaitement connu de lui.

*
* *

La Commune constituée, quelles vont être ses fonctions?

1° Elles seront d'abord d'ordre politique.

Il s'agit ici de la *défense sociale* et de la *défense nationale,* c'est-à-dire — pourquoi ne pas appeler les choses par leur nom? — de la justice, de la police et de l'armée.

Nombre de révolutionnaires montrent une répugnance invincible pour tout ce qui rappelle ces trois institutions et cela se conçoit de reste, étant donné l'usage qu'en a fait, contre le prolétariat, la classe bourgeoise.

Comme lesdites institutions comportent, d'autre

part, l'emploi de la force et de la violence, des considérations sentimentales sont venues s'ajouter à notre ressentiment.

La nécessité brutale ne nous en pose pas moins, là, une double question de fait, à laquelle quoique révolutionnaires et surtout *parce que révolutionnaires*, nous sommes obligés de répondre.

Pouvons-nous affirmer que, dans la société socialiste, l'honnêteté des transactions, le respect des personnes, l'ordre et la sécurité publique seront assurés *ipso facto?*

Il est indiscutable, au contraire, que si, dans une société de justice économique, la mauvaise foi les délits et les crimes, doivent diminuer dans de fortes proportions, ils ne disparaîtront pas, surtout au début, complètement.

Sommes-nous certains, d'autre part, que la révolution prochaine *sera internationale, seule hypothèse nous permettant d'envisager un Etat socialiste sans défense contre l'étranger?*

Personne, auourd'hui, ne ferait la preuve d'une telle allégation.

Il nous faut donc prévoir une révolution nationale triomphante et, par suite une société socialiste ayant à se défendre contre des nations restées fidèles à l'ordre bourgeois.

La préoccupation de défense intérieure et celle de défense extérieure ne sont donc pas des préoccupations révolutionnaires moins légitimes que

les autres. Pourquoi ne pas préparer d'avance, sur ces points-là, aussi, nos solutions de raison, d'humanité et de justice ?

Sans pouvoir étudier ici ces solutions dans le détail, indiquons-en les grandes lignes.

Pour tout ce qui est du domaine de l'Economie publique, la commune tranche en dernier ressort les conflits que n'a pu résoudre un premier arbitrage librement choisi. (Des tribunaux de commerce analogues à ceux d'aujourd'hui fonctionnent pour l'industrie libre.)

La commune juge publiquement les délits et les crimes. Elle décide du sort des coupables dans un esprit d'humanité et de simple défense sociale, en aucun cas dans un but de répression ou d'expiation.

La commune assure l'ordre public et dispose à cet effet d'un corps de police. Le système qui paraît offrir le plus de garanties semble être celui d'un cadre de professionnels dirigeant une sorte de garde communale fournie, à tour de rôle, par tous les citoyens.

La commune assure enfin le recrutement et le contrôle des contingents de défense nationale.

Il n'y a plus d'armée permanente.

Tous les citoyens valides doivent le service militaire.

Les cadres d'officiers et d'instructeurs, qui seuls peuvent être en partie permanents, résident

au chef-lieu de la région, où se trouve aussi le matériel de guerre et où chaque citoyen armé rejoint son arme et son corps, pour de courtes périodes d'instruction.

Si l'on veut tenir compte que la défense nationale touche d'une part à des questions de science et de technique du plus haut intérêt, de l'autre aux nécessités mêmes de la culture physique on peut, semble-t-il, dans une société mieux faite que la société bourgeoise, envisager cette pénible et provisoire nécessité sans de trop grandes appréhensions.

2° A ces attributions strictement politiques s'en ajoutent d'autres d'ordre intellectuel et moral : enseignement, éducation, fêtes publiques.

Si tout ce qui concerne l'enseignement supérieur appartient à l'initiative privée et aux associations libres de culture mutuelle, si l'enseignement professionnel revient de plein droit aux syndicats, l'enseignement élémentaire, celui qui permet d'accéder à la fois au savoir technique et à la culture générale, et qui est une garantie indiscutable de moralité et de civisme, regarde, à n'en pas douter, l'État, c'est-à-dire, pour nous, la commune.

D'accord avec les syndicats d'instituteurs, seuls compétents en matière de méthodes et de pédagogie, la commune organise donc l'École publique.

Elle se préoccupe aussi des fêtes, réjouissances et spectacles publics.

3° La commune intervient, enfin, et pour une part importante, dans la vie économique.

Elle assure la construction, l'entretien et la répartition du logement. Elle traite pour cela avec les syndicats et les entreprises privées que concerne ce service. Les loyers qu'elle perçoit, en heures-travail et en monnaie, constituent son budget.

Elle assure la construction et l'entretien de tous les ouvrages d'intérêt communal : vicinalité, monuments, etc...

Elle peut, en outre, assumer certains services d'ordre économique, dont ne pourraient se charger les groupes de production et de consommation, entre autres, par exemple, l'assurance contre la vieillesse et la maladie.

* * *

Et maintenant que sera, organiquement, cette commune, cellule essentielle de la vie politique ? Comment fonctionnera-t-elle d'abord ? Comment deviendra-t-elle ensuite la région ? Et comment les régions deviendront-elles la nation ?

Notre commune ne semble pas devoir correspondre à la commune actuelle. Elle sera plutôt le canton.

Trop petite, en effet, la commune n'offrirait pas à la vie civique assez d'intérêt et de variété. Trop grande, elle ne permettrait pas à tous le contrôle réel de ceux qui l'administrent.

Chaque commune, quelle que soit la variété d'organisation de la vie communale, semble devoir comporter deux organes essentiels :

1° Une administration dont les membres ne seront pas des fonctionnaires, mais des administrateurs professionnels : comptables, actuaires, statisticiens, rédacteurs, etc..., employés de la commune, et groupés comme tous les autres travailleurs dans leurs syndicats respectifs ;

2° Un conseil élu, où devront peut-être siéger exclusivement, étant donnée l'importance de telles fonctions, des citoyens assez âgés pour avoir cessé d'appartenir à la production publique.

Les décisions de ce conseil sont souveraines et sans appel, sauf recours de la région. Elles sont prises en séance publique et immédiatement portées à la connaissance de tous par voie d'affiches ou de bulletin.

Chaque conseil communal délègue un de ses membres au conseil de région où sont représentés également les organes de la vie économique.

La région, pourvue comme la commune d'une administration, fonctionne comme la commune pour toutes les questions de son ressort.

La commune, nous l'avons vu, est délimitée de

façon artificielle, par le nombre de ses habitants.

Il y aurait peut-être intérêt à ce que la région le fût par des convenances économiques.

Les régions pourront donc être inégales en étendue et en population.

Elles délèguent, selon leur importance, un ou plusieurs de leurs membres au Conseil national où siègent également les représentants de la Confédération générale du Travail, ainsi que ceux de la Confédération générale des Consommateurs et qui prend toutes les décisions d'intérêt national.

Ce Conseil représente l'Etat devant l'étranger. Il pourvoit aux besoins de l'action diplomatique.

*
* *

Qu'il s'agisse de la vie économique ou de la vie politique, dans la société socialiste, comme nous l'avons esquissée à grands traits, l'individu, source inépuisable d'activité et d'énergie, se trouve donc partout, on le voit, replacé à la base.

Le citoyen n'est plus rabaissé et diminué jusqu'à n'exercer plus qu'une influence problématique sur les décisions de gouvernants qui, en réalité, agissent à peu près sans contrôle.

Ici l'unité politique reprend toute son importance, toute sa valeur. C'est elle qui crée et

modèle chaque jour, à chaque heure, la vie publique. C'est d'elle qu'est faite vraiment l'unité nationale.

Les plus farouches défenseurs de l'autonomie individuelle ne peuvent pas, pour le moment, nous en demander davantage.

Conclusion

Il faut maintenant conclure ou plutôt se résumer.

D'un bout à l'autre de cette étude qui est à la fois un programme, un manifeste et un appel, c'est une ferme volonté d'entente qui nous a conduits.

Cette entente, on la prêche aujourd'hui un peu partout. Et personne ne voit qu'elle se fasse.

C'est que prêcher l'entente et la faire, ce n'est pas du tout la même chose.

Vous avez devant vous des hommes différents par les idées, par les tendances, par les tactiques et vous voudriez les unir au moyen d'un simple décret de sympathie obligatoire !

Quand la vérité seule serait efficace, vous faites appel à la complaisance.

Nous avons usé, quant à nous, d'une méthode plus sûre et plus intérieure.

Nous avons cherché la synthèse, la fusion aussi intime et aussi compréhensive que possible des idées elles-mêmes, des tendances et des tactiques.

Nous avons cherché cette synthèse dans un esprit de complète indépendance.

Et voici ce que nous avons trouvé :

I. — Le socialisme ne saurait être *seulement* la poussée des nécessités économiques et des besoins matériels, ni *seulement* une revendication de justice et de liberté. Il est tout cela ensemble et tout cela mêlé, confondu.

Le socialisme ne se forme ni par le jeu des forces matérielles toutes seules, ni par celui des forces idéologiques toutes seules.

Elles n'y suffisent pas séparément.

Il y faut leur rencontre et leur union.

Notre socialisme sera donc à la fois, matérialiste et idéaliste, économique et démocratique.

II. — Le sort du socialisme, d'autre part, ne saurait se séparer du sort de la révolution.

La révolution ce n'est pas simplement la violence. C'est avant tout cette fièvre d'enthousiasme et de passion, cette véritable crise nerveuse qui s'empare de tout un peuple et durant laquelle ses énergies s'exaltent jusqu'à enfanter des prodiges.

Nous disons que cette fièvre est nécessaire à l'éclosion d'un monde nouveau.

La société bourgeoise a trop de moyens de se défendre, de réagir et de corrompre pour se

laisser entamer beaucoup par l'action lente d'un réformisme.

Comment l'action légale d'une démocratie, qui est presque toute, et de cent façons diverses, au pouvoir des capitalistes, parviendrait-elle à vaincre le capital ?

Qu'importe d'ailleurs que la révolution soit nécessaire ou non, si fatalement la révolution doit être? Or, ne suffit-il pas d'avoir mesuré ensemble l'exaspération des opprimés et l'égoïsme des oppresseurs, pour entendre gronder, comme si elle avait éclaté déjà, la tourmente révolutionnaire ?

III. — Si la révolution doit vraiment venir, il faut dès maintenant s'y préparer.

Pour cela suscitons partout l'esprit révolutionnaire. Et surtout conservons-le, préservons-le de toute atteinte, là où il est déjà né.

Or, la tactique socialiste la plus en honneur, celle qui absorbe sans contredit nos meilleures ressources d'hommes et d'argent, nous est apparue comme une destruction presque systématique de l'esprit révolutionnaire.

Sans ménagement et sans faiblesse nous l'avons donc répudiée.

Nous ne nous sommes pas payés de considérations générales sur la valeur des délégations dans une société libre.

Mais nous avons clairement vu et montré deux faits incontestables :

1° Le parlementarisme finit par absorber l'activité militante presque entière des socialistes qui s'y égarent.

2° Il se retourne ensuite contre le socialisme, le paralyse et le corrompt.

Nous n'avons pas confondu l'antiparlementarisme et l'abstentionnisme, choses très distinctes.

Il ne s'agit pas, pour nous, d'empêcher de voter des électeurs quelconques, mais de préserver des militants.

Il faut aussi — et c'est grand temps — que la démocratie sociale et révolutionnaire s'affirme, sans confusion possible, comme une force distincte de la démocratie bourgeoise.

IV. — Nous nous sommes tournés ensuite vers les syndicalistes et nous leur avons dit :

Oui le syndicat est la base même, comme l'incarnation vivante du socialisme.

Seul il représente aujourd'hui la classe ouvrière organisée et le premier acte de la révolution sera de faire entrer dans ses cadres l'ensemble des citoyens.

Oui le syndicat est, encore, un merveilleux instrument pour la lutte de classes, pour l'action et la revendication prolétariennes.

Mais pensez-vous vraiment qu'il puisse tout, réponde à tout, et suffise à tout?

Pensez-vous qu'il soit le milieu spécial où l'esprit révolutionnaire puisse prendre pleine conscience de soi, s'entretenir, se développer librement et systématiquement : envisager et calculer toutes les éventualités qu'il prépare ?

Devant les formidables mouvements de masse, devant les grèves monstres que vous déchainez et qui peuvent amener brusquement la crise révolutionnaire, ne comprenez-vous pas que la préparation de solutions socialistes répondant à toutes les nécessités de la vie est, pour nous tous, un devoir urgent ?

Ne croyez-vous pas, d'autre part, qu'il y a au grand Problème d'autres données que les vôtres, qu'il interviendra d'autres forces que les vôtres, que ces forces ne se laisseront pas dissoudre ou subjuguer et qu'il faut dès maintenant se les concilier ?

Ne discernez-vous pas l'entrée en ligne de la nation tout entière comme consommatrice et comme volonté politique ? Ne prévoyez-vous pas l'intervention des paysans ?

Et si vous prévoyez et discernez tout cela, si vous voyez le socialisme et la révolution dans toute leur ampleur et toutes leurs nécessités, pouvez-vous refuser d'accueillir le groupement politique dont le but serait la culture intensive

de l'énergie révolutionnaire et la préparation complète de l'avenir socialiste ?

Non, vous ne le pouvez pas. Vous n'en avez pas le droit.

Votre seul droit c'est de nous demander des garanties. Or, ces garanties ne vous les donnons-nous pas aussi complètes et profondes que possible en répudiant le parlementarisme, c'est-à-dire en coupant le dernier lien qui nous attache à la bourgeoisie ?

V. — Répondant par avance à ceux qui ne manqueront pas de nous demander des précisions sur ce groupement nouveau, et répondant surtout aux syndicalistes, nous avons ajouté :

Ce parti sera la communion militante des révolutionnaires.

Il sera, par son attitude et par ses gestes, un vivant, un constant appel aux forces de pensée et de volonté qui doivent venir à nous.

Il formera partout des noyaux d'hommes qui, au moment révolutionnaire, sauront ce qu'il faut faire, et vers quels actes et quelles solutions entraîner les masses hésitantes.

Il assurera donc, par l'étude de ces solutions et par leur propagande, la préparation d'une société socialiste de plus en plus définie.

VI. — Et nous fûmes conduits, par là, à pré-

ciser les grandes lignes de la société socialiste, à faire la synthèse du but, comme nous avions fait celle des moyens.

Nous l'avons faite, croyons-nous, sans verser dans l'utopie parce que les grandes doctrines, utilisées et fondues entre elles, avaient été déjà déduites de la réalité et que nous avons de nouveau confronté aux faits — c'est-à-dire aux nécessités matérielles et aux aspirations morales d'aujourd'hui — toutes nos solutions.

Nous sommes parvenus de la sorte à une organisation économique à la fois fédéraliste et collectiviste où la Confédération générale des Consommateurs, groupés dans leurs Coopératives, fait un contre-poids nécessaire à la Confédération générale du Travail actuelle, élargie de façon à comprendre tous les producteurs.

Nous avons ensuite montré et proclamé, — ce qu'on oublie généralement de faire aujourd'hui — que le socialisme a sa forme politique bien à lui, comme il a bien à lui sa forme économique, et que cette forme politique c'est le fédéralisme communaliste. Et nous avons décrit dans ses grandes lignes le fonctionnement de la commune.

Ici notre tâche a pris fin.

Nous avons peut-être commis, tout en l'accomplissant, de lourdes fautes. Nous attendons qu'on nous les montre.

Si nous avons réussi, au contraire, nous ne l'attribuerons pas à notre mérite.

Car nous n'avons fait autre chose, le plus souvent, qu'apporter un peu plus de largeur, de pénétration et de logique dans l'exposé de notions aujourd'hui courantes.

Nous n'avons fait que redire, un peu mieux peut-être, ce que beaucoup d'autres disent déjà.

Nous n'avons fait que traduire, rassembler et coordonner des convictions dont la plupart sont déjà celles de beaucoup des nôtres.

Notre effort ne s'en heurtera pas moins, nous le savons, à de terribles obstacles.

Ce que nous apportons aujourd'hui dans le monde de la pensée et de la lutte socialistes — bien que ce ne soit pas neuf dans le détail — constitue un ensemble qui lui, du moins, est nouveau.

Nous allons contredire les anciennes croyances, briser les vieux cadres, menacer les positions acquises.

Mais qu'importe!

Soyons seulement une poignée fièrement attachés à notre foi, conscients de notre force, unis vers notre but, — nous emporterons tous les obstacles.

Or, cette poignée qu'il nous faut être, semble déjà rassemblée.

Parmi les syndicalistes, parmi les anarchistes

et parmi les unifiés, quelques militants, nous le savons, pensent déjà, sur tous les points, ou sont bien près de penser comme nous.

Si ceux-là veulent faire leur devoir, nous pouvons tout de suite, en nous unissant, jeter les bases d'un socialisme révolutionnaire, à la fois plus vigoureux et plus cohérent, plus réaliste et plus complet, socialisme de hardiesse, de logique et de clarté, par là même plus conforme aux nécessités de l'heure présente et aux besoins de notre race.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

L'heure approche : il faut s'unir..... 5

Examinons nos consciences. — Revisons nos idées.

Les principes et les bases du Socialisme Révolutionnaire 15

Influence du marxisme. — L'erreur et l'impuissance d'un socialisme purement économique. — Démocratie bourgeoise et Démocratie sociale. — Nécessité d'un retour à l'Idéalisme.

Le Socialisme Révolutionnaire et les Parlements bourgeois 31

Le parlementarisme comme tactique socialiste. — Il sépare l'élite de la masse militante. — Il distend et corrompt le groupement socialiste. — Un socialisme révolutionnaire intégral et extraparlementaire. — Ne confondons pas l'action électorale avec l'action politique.

Le Socialisme Révolutionnaire et les Syndicats ouvriers 51

Le mouvement syndical et son importance. — Les malentendus. — Le domaine économique et le domaine politique. — Les syndicalistes révolutionnaires sont des socialistes. — Mais ils ne peuvent pas — et pourquoi — assumer la besogne totale du socialisme révolutionnaire. — Le rôle propre du syndicalisme.

Un parti révolutionnaire : sa vie intérieure et son action 69

Un vrai parti de classe et d'action directe. — Mais

d'action directe révolutionnaire. — La propagande du but, et pourquoi il faut aujourd'hui le préciser — La communion militante des révolutionnaires et le noyau de la Cité future. — La force de l'exemple et le rassemblement de l'élite.

La Société socialiste ou l'Entente sur le but..... [illegible]

Conditions générales du problème. — L'économie publique et l'activité libre. — Collectivisme ou communisme ?

L'organisation économique..... [illegible]

La production et la consommation sont deux capacités distinctes. Elles se font équilibre. — Attribution des instruments de travail et de la terre. — Syndicats de production et Coopératives de consommation : leur groupement, leur fonctionnement et leurs rapports. — Le socialisme agraire : la Révolution dans les villes et la Révolution dans les campagnes.

L'organisation politique 111

L'État socialiste ne peut être qu'un fédéralisme communaliste. — La Commune. — Ses attributions politiques : défense sociale et défense nationale. — Ses attributions économiques. — Le Conseil de la commune et l'Administration communale. — La région et la nation.

Conclusion..... 125

IMP. COOPÉRATIVE OUVRIÈRE, VILLENEUVE-St-GEORGES

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

HX
40
A53

Albert, Charles
Le socialisme révolutionnaire